



ACP OBSERVATORY ON MIGRATION
OBSERVATOIRE ACP SUR LES MIGRATIONS
OBSERVATÓRIO ACP DAS MIGRAÇÕES

MIGRATIONS INTERNES AU CAMEROUN: *Contrainte ou moteur du développement urbain et sanitaire?*

Dominique Meva'a Abomo
Jean Roger Abessolo Nguema
Bertrand Begoumenie
Marie Louise Ba'ana Etoundi

Etgard Manga Engama
Jeanette Fotso Wougaing
Marcel Nkouandou Njiemessa

Département Etude et Recherche-Action pour le Développement (DERAD)

Société Panafricaine des Bâisseurs (SPB)



Hôpital de N'Gaoundere pour le VIH et le SIDA - Droits d'auteur : Elin B @ Nordic Touch, 2007
Creative Commons - Attribution 2.0 Generic

Rapport de recherche

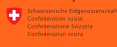
ACPOBS/2013/PUB13

2013



Une initiative du Secrétariat ACP,
financée par l'Union européenne,

mise en œuvre par l'OIM et avec le soutien financier de la Suisse,
de l'OIM, du Fonds de l'OIM pour le développement et du UNFPA



Pan-African Society of Builders
Société Panafricaine des Bâisseurs

L'Observatoire ACP sur les migrations

L'Observatoire ACP sur les migrations est une initiative du Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), financée par l'Union européenne, mise en œuvre par l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM), à la tête d'un consortium de 15 partenaires, et avec le soutien financier de la Suisse, de l'OIM, du Fonds de l'OIM pour le développement et du UNFPA. Établi en 2010, l'Observatoire ACP sur les migrations est une institution visant à produire des données sur les migrations sud-sud à destination des migrants, de la société civile et des décideurs politiques et à renforcer les capacités de recherche dans les pays ACP, dans le but d'améliorer la situation des migrants et de resserrer les liens entre migration et développement.

L'Observatoire a été créé pour favoriser le déploiement d'un réseau d'institutions de recherche et d'experts sur les migrations. Des activités ont été lancées dans 12 pays pilotes et seront progressivement étendues à d'autres pays ACP intéressés. Les 12 pays pilotes sont l'Angola, le Cameroun, Haïti, le Kenya, le Lesotho, le Nigeria, la République démocratique du Congo, la République unie de Tanzanie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Sénégal, le Timor-Leste et Trinité-et-Tobago.

L'Observatoire a lancé des activités de recherche et de renforcement des capacités relatives à la problématique des migrations sud-sud et du développement. A travers ces activités, l'Observatoire ACP cherche à adresser les nombreux enjeux de plus en plus incontournables pour le Groupe des États ACP dans le cadre des liens migration/développement. Les documents et produits des recherches, ainsi que les manuels pour le renforcement des capacités, sont accessibles gratuitement sur le site Internet de l'Observatoire (www.acpmigration-obs.org). Les futures publications et informations sur les activités de l'Observatoire seront mises en ligne.

© 2013 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

© 2013 Observatoire ACP sur les migrations

Document préparé par Dominique Meva'a Abomo, Jean Roger Abessolo Nguema, Bertrand Begoumenie, Marie Louise Ba'ana Etoundi, Etgard Manga Engama, Jeanette Fotso Wougain et Marcel Nkouandou Njiemessa, Département Etude et Recherche-Action pour le Développement (DERAD) - Société Panafricaine des Bâtisseurs (SPB). Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue du Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), de l'Union européenne, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et des autres membres du Consortium de l'Observatoire ACP sur les migrations, de la Suisse ou du UNFPA.

Tous droits réservés. Aucune partie du présent document ne peut être reproduite, stockée dans un système électronique d'extraction, ni transmise, sous quelque forme que ce soit ni par aucun procédé électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou autrement, sans le consentement écrit préalable de l'éditeur.

Mise en page préparée par Pablo Escribano Miralles, Observatoire ACP sur les migrations.

ACPOBS/2013/PUB13



ACP OBSERVATORY ON MIGRATION
OBSERVATOIRE ACP SUR LES MIGRATIONS
OBSERVATÓRIO ACP DAS MIGRAÇÕES

MIGRATIONS INTERNES AU CAMEROUN:

Contrainte ou moteur du développement urbain et sanitaire?

Dominique Meva'a Abomo
Jean Roger Abessolo Nguema
Bertrand Begoumenie
Marie Louise Ba'ana Etoundi
Etgard Manga Engama
Jeanette Fotso Wougain
Marcel Nkouandou Njiemessa

Département Etude et Recherche-Action pour le Développement (DERAD)

Société Panafricaine des Bâisseurs (SPB)

Avant-propos

Cette étude sur l'interaction entre les migrations internes, l'urbanisation et la santé au Cameroun a été réalisée par l'équipe de recherche du Département Étude et Recherche-Action pour le Développement (DERAD) de la Panafrican Society of Builders (PSB). Il s'agit du rapport final du projet de recherche international « Migrations Internes, Urbanisation et Santé au Cameroun », commandé par l'Observatoire ACP sur les migrations. Maints observateurs perçoivent aujourd'hui la migration interne au Cameroun comme un facteur plus ou moins décisif de l'urbanisation anarchique et la précarité sanitaire urbaine. Bien que marginalisée, sa contribution au développement n'en est que plus tangible du seul fait de l'amélioration des conditions de vie des migrants, mais aussi du fait de l'émergence d'un secteur informel, fournisseur non négligeable d'emplois dans l'économie nationale.

En soulignant que la migration interne constitue indéniablement une opportunité réelle de développement, la présente étude s'inscrit dans une démarche constructive à la régulation des effets pervers de l'interaction migrations internes, urbanisation et santé qui sont de plus en plus mis en évidence dans la société camerounaise. En fin de compte, elle cherche à contribuer à la régulation de cette réalité et à la transformation de la migration interne en un moteur de développement national équilibré, en même temps que d'un développement humain équitable et durable.

Dans le but de renforcer les capacités institutionnelles et d'améliorer les cadres programmatiques et de gestion stratégique de la migration interne au Cameroun, l'étude de référence prescrit un Plan Cadre de Gouvernance Anticipative de la Migration Interne, pour lequel sept recommandations pratiques innovatrices ont été formulées. L'intégration et l'appropriation territoriale de ce plan rendent compte de la capacité et de la durabilité de la régulation ponctuelle de la crise de la migration interne, surtout grâce à la création d'une Méthode des Potentialités et des Opportunités Endogènes qui sous-tend sa phase d'opérationnalisation.

J'adresse de vifs remerciements à l'Observatoire ACP sur les migrations pour l'étude de cette thématique au niveau national, basée sur les nécessités identifiées par le Comité consultatif national, ayant permis d'incorporer l'analyse de la dialectique interactive entre les concepts de migration, urbanisation et santé dans les recherches. Prenant en considération la situation de pauvreté, de marginalité et d'exclusivité de la revue de littérature sur une thématique si

transdisciplinaire, à l'exemple du contexte camerounais, ce document est sans aucun doute la base d'un corps de connaissances scientifiques en construction, qui sera d'un intérêt et d'une utilité probants pour tous.

M. Félix Mbayu
Secrétaire Général
Point Focal National des Questions de
Migrations et Développement
Ministère des Relations extérieures

Résumé

La présente étude pose le problème de l'interaction entre migration interne, crise d'urbanisation et précarité sanitaire dans les villes camerounaises. La méthode qualimétrique a été exploitée suivant les approches pluridisciplinaire et systémique. Les données ont été collectées à partir d'une technique qualitative (l'entretien directif). Elles ont été analysées à partir de trois techniques complémentaires : qualitative (analyse de contenu), quantitative (analyse mono et bi-variée) et spatiale (cartographie).

En général, l'étude montre que la migration interne est un déterminant privilégié des crises d'urbanisation et de santé urbaine au Cameroun. Elle est jusqu'ici marginalisée, stigmatisée, banalisée voire même instrumentalisée. Pourtant, sa contribution au développement est tangible à plusieurs échelles : amélioration des conditions de vie des migrants, émergence d'un secteur informel pourvoyeur d'emplois et dominant l'économie nationale. En clair, la migration interne est une véritable opportunité de développement qui malheureusement, se heurte à une crise de gouvernance.

Dans le but de réguler cette réalité et transformer la migration interne en un moteur de développement national équilibré, et d'un développement humain équitable et durable, la présente étude prescrit un Plan cadre de gouvernance anticipative de la migration interne (PC-GAMI) au Cameroun. Son objectif est de renforcer les capacités institutionnelles, d'améliorer les cadres programmatiques et de gestion stratégique de la migration interne.

Dans la pratique, sept recommandations pionnières ont été formulées pour sa mise œuvre : la création d'une institution nationale de gouvernance anticipative de la migration interne ; l'élaboration d'un cadre législatif et juridique de gouvernance anticipative de la migration interne ; l'élaboration d'une géopolitique nationale de gouvernance anticipative de la migration interne mise en œuvre par l'institution susmentionnée et fondée sur deux paradigmes : la géostratégie d'anticipation en milieu rural et la géopolitique d'anticipation en milieu urbain ; l'intégration du phénomène de migration interne dans toute stratégie nationale de réduction de la pauvreté et dans toute planification de développement national ; la création d'un Centre national de veille et de surveillance intégrées de la migration interne ; l'exploitation contextualisée de la Méthode des potentialités et des opportunités endogènes (MPOE) dans la phase d'opérationnalisation du PC-GAMI ; la promotion de la collaboration et de la coopération.

Remerciements

Ce travail n'aurait été réalisé sans la contribution de certaines personnes physiques et morales à qui nous adressons nos sincères remerciements. Il s'agit premièrement de l'Observatoire d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) sur les migrations/Organisation internationale pour les migrations, pour la confiance portée au Département Study and Action-Research for Development/ Etude et Recherche-Action pour le Développement de la Panafrican Society of Builders/Société Panafricaine des Bâisseurs, pour le financement et l'accompagnement dans la réalisation de cette étude. Deuxièmement, nous remercions toutes les institutions et les personnes ressources qui ont contribué à la réalisation de cette étude.

Table of contents

Liste des acronymes.....	xi
Liste des tableaux et graphiques.....	xiii
Résumé analytique.....	xv
Executive summary	xvii
Resumo executivo	xix
1. Introduction	1
2. Justification et cadrage général de l'étude.....	3
2.1 Contexte de l'étude	3
2.2 Cadrage général de l'étude	5
3. Méthodologie de recherche.....	9
3.1 Construction d'un référent classique de recherche pour l'étude.....	9
3.2 Démarche de mise en place	10
4. Revue de la littérature analytique	19
4.1 Etat de la question sur les migrations internes au Cameroun	19
4.2 Actualité scientifique sur les rapports entre migration interne et urbanisation	23
4.3 La santé urbaine à l'épreuve de la migration interne.....	24
5. Résultats de l'étude	27
5.1 Caractérisation du phénomène de migration urbaine dans les villes enquêtées	27
5.2 Migration interne et urbanisation.....	33
5.3 Migration interne et santé urbaine	40
5.4 Analyse des résultats de l'étude.....	45
6. Conclusions et recommandations	53
7. Références.....	59
8. Annexe: Guide d'entretien directif	65

Liste des acronymes

ACP	Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
BUCREP	Bureau central de Recensements et des Etudes de la Population
ECAM 3	3ème Enquête camerounaise auprès des Ménages
INS	Institut national de la Statistique
MAGZI	Mission d'Aménagement et de Gestion des Zones industrielles
MPOE	Méthode des potentialités et des opportunités endogènes
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONU	Organisation des Nations unies
RGPH 3	3ème Recensement général de la Population et de l'Habitat
UE	Union européenne

Liste des tableaux et graphiques

Tableaux

- Tableau 1 : Répartition du nombre de zones de dénombrement retenues par ville
- Tableau 2 : Synthétique de l'échantillonnage des zones de dénombrement et des ménages-migrants
- Tableau 3 : Distribution des types de migration urbaine identifiés au sein de la population enquêtée (en %)
- Tableau 4 : Evaluation des droits de propriété des logements, de possession des titres fonciers et des permis de bâtir de la population de migrants enquêtés (en %)
- Tableau 5 : Etat de la prévalence des types de diagnostic des maladies au sein de la population de ménages-migrants enquêtés (en %)
- Tableau 6 : Evaluation des sollicitations des itinéraires thérapeutiques au sein de la population de ménages-migrants enquêtés (en %)

Graphiques

- Graphique 1 : Variation des durées dans les migrations urbaines (en %)
- Graphique 2 : Fréquences cumulées des durées dans la migration urbaine (en %)
- Graphique 3 : Proportion de ménages-migrants disposés à migrer dans une autre ville (en %)
- Graphique 4 : Proportion de ménages-migrants favorables à une migration retour (en %)
- Graphique 5 : Variation des conditions posées pour une migration retour (en %)
- Graphique 6 : Répartition de la population enquêtée par tranche d'âge et par sexe (en %)
- Graphique 7 : Fréquences cumulées de la répartition de la population de migrants enquêtée par tranche d'âge (en %)
- Graphique 8 : Evaluation du statut conjugal des migrants enquêtés (en %)

- Graphique 9 : Evaluation des niveaux d'études des migrants enquêtés (en %)
- Graphique 10 : Variation des modes de gestion des ordures ménagères au sein de la population de ménages-migrants enquêtés (en %)
- Graphique 11 : Variation des modes de gestion des eaux usées domestiques au sein de la population de ménages-migrants enquêtés (en %)
- Graphique 12 : Variation des proportions de ménages-migrants nantis d'au moins une moustiquaire (en %)
- Graphique 13 : Schéma de synthèse de la Méthode des potentialités et opportunités (MPOE) adaptée à la régulation du problème des migrations internes

Résumé analytique

La présente étude pose le problème de l'interaction entre migration interne, crise d'urbanisation et précarité sanitaire dans les espaces urbains camerounais. Une question principale a été formulée à partir de cette problématique d'interaction : quel est l'impact de la migration interne sur l'urbanisation et la santé urbaine au Cameroun ? L'hypothèse de recherche principale stipule que la migration interne est un facteur privilégié de la crise d'urbanisation et de la précarité sanitaire dans les villes camerounaises. L'objectif ici est de réaliser une analyse structurée de la migration interne, de l'urbanisation anarchique et de la précarité sanitaire en milieu urbain, en cernant les opportunités tangibles que celle-ci offre pour produire un développement humain durable. Cette analyse structurée est menée dans le but de contribuer à l'amélioration des cadres institutionnel et programmatique, puis de gestion stratégique de la migration interne au Cameroun. La méthode qualimétrique a été exploitée suivant les approches pluridisciplinaire et systémique. Dans la pratique, les données ont été collectées à partir d'une technique qualitative (l'entretien directif). Elles ont été analysées à partir de trois techniques complémentaires : qualitative (analyse de contenu), quantitative (analyse mono- et bivariée) et spatiale (cartographie).

Au total, l'étude révèle que la migration interne contrecarre le projet urbain au Cameroun. Elle est un facteur de précarité de la santé urbaine. Elle est un fait de société marginal et marginalisé dans les arènes de la gouvernance publique et de la planification du développement économique et social. Par ailleurs, il a été constaté que la migration interne est l'un des principaux leviers du développement urbain, ayant un rôle de précurseur dans le secteur informel auquel elle contribue. Il s'agit d'un secteur de reconversion professionnelle à forte capacité de résorption du chômage. Il est par conséquent un levier de l'économie non seulement urbaine, mais aussi nationale. Il a également été constaté que la migration est un facteur incontestable de l'amélioration des conditions de vie ou du développement humain des migrants. Sous cet angle, la migration urbaine devient une opportunité de développement à promouvoir. Le problème se pose tout simplement au niveau de la gouvernance de ce fait de société.

Cette réalité est à l'origine de la modélisation d'un Plan-cadre de gouvernance anticipative de la migration interne (PC-GAMI) au Cameroun dans cette étude. Son but est de transformer la

migration interne en un moteur du développement national équilibré, et d'un développement humain équitable et durable. Son objectif est de renforcer les capacités institutionnelles, d'améliorer les cadres programmatiques et de gestion stratégique de la migration interne. Dans la pratique, sept recommandations pionnières ont été formulées pour sa mise en œuvre : la création d'une institution nationale de gouvernance anticipative de la migration interne, l'élaboration d'un cadre législatif et juridique de gouvernance anticipative de la migration interne, l'élaboration d'une géopolitique nationale de gouvernance anticipative de la migration interne mise en œuvre par l'institution susmentionnée et fondée sur deux notions : la stratégie géographique d'anticipation en milieu rural et la géopolitique

d'anticipation en milieu urbain, l'intégration du phénomène de migration interne dans toute stratégie nationale de réduction de la pauvreté et dans toute planification de développement national, la création d'un Centre national de veille et de surveillance intégrées de la migration interne, l'exploitation contextualisée de la Méthode des potentialités et des opportunités endogènes / MPOE dans la phase d'opérationnalisation du PC-GAMI, la promotion de la collaboration et de la coopération. En définitive, le PC-GAMI est un outil de gestion dont l'exploitation est politiquement opportune, socialement attendue, économiquement réalisable et culturellement intégrante.

Executive summary

The present study addresses the problem of the interaction between internal migration, the urbanization crisis and health precariousness in Cameroon urban spaces. One question emerged: what is the impact of internal migration on the dynamics of urbanization and urban health in Cameroon? The main research hypothesis stipulates that internal migration is a factor of the urbanization crisis and of health precariousness in Cameroonian cities. The objective was to carry out a structured analysis of the dialectic of internal migration, unmanaged urbanization and health precariousness surrounding urban areas by identifying the tangible opportunities internal migration offers to sustainable human development. This structured analysis was done with the aim of improving the institutional and programmatic framework and influencing the strategic management of internal migration in Cameroon. A qualimetric method was used following a multidisciplinary and systematic approach. In practice, data were collected using a qualitative approach (direct interview). They were analysed using three complementary techniques: qualitative (content analysis), quantitative (mono and bi-varied analysis) and spatial (cartography).

Overall, the study shows that internal migration is a grave-digger for urban projects in Cameroon and a factor of urban health precariousness. It is a fact of marginal society: marginalized in the sphere of public governance and economic and social development planning. Furthermore, it has been found that internal migration is one of the main drivers of urban development, given its contributions to the informal sector. Indeed, 76.4 per cent of internal migrants interviewed work in the informal sector, contributing to reduced unemployment, income generation and improved living conditions. In this sense, internal migration can be a driver of urban and national economies as well as of human development of migrants themselves. From this perspective, urban migration becomes an opportunity to promote development. Yet, improved governance of urban migration is necessary to fully take advantage of the opportunities for human development and decrease the related risks.

This study therefore proposes a Framework for the Proactive Governance of Internal Migration (F-PGIM) in Cameroon. Its aim is to transform internal migration into a driver of balanced national development and equal and

sustainable human development through the strengthening of institutional capacities, the improvement the programmatic framework and the strategic management of internal migration. In practice, seven pioneer recommendations were formulated for implementing the proactive governance of internal migration: the creation of a national institution; the development of a legislative and judicial framework; the development of national geo-politic proactive governance implemented by the aforementioned institution and based on two paradigms: the anticipatory geo-strategy in rural areas and the anticipatory geo-politics in urban areas; the integration of the

internal migration phenomenon in every national strategy of poverty reduction and in every planning of national development; the creation of a National Centre for Integrated Observation and Supervision of Internal Migration; and the contextualized use of the Method of Endogenous Potentialities and Opportunities (MEPO) in the operation phase of the F-PGIM, promoting collaboration and cooperation. Finally, the F-PGIM is a management tool whose exploitation is politically timely and socially expected, economically feasible and culturally integrated.

Resumo executivo

O presente estudo aborda o problema da interação entre migração interna, crise de urbanização e precariedade sanitária nas zonas urbanas camaronesas. A partir desta problemática de interação, levantou-se uma questão fundamental: que impacto tem a migração interna na urbanização e na saúde urbana nos Camarões? A principal hipótese de investigação refere que a migração interna constitui um fator privilegiado da crise de urbanização e da precariedade nas cidades camaronesas. Pretende-se realizar uma análise estruturada da migração interna, da urbanização anárquica e da precariedade sanitária em meio urbano, identificando as oportunidades tangíveis proporcionadas pela mesma para criar um desenvolvimento humano sustentável. Esta análise estruturada é realizada com o propósito de contribuir para a melhoria dos quadros institucional e programático, bem como de gestão estratégica da migração interna nos Camarões. Foi explorado o método qualimétrico, seguindo as abordagens pluridisciplinar e sistémica. Na prática, os dados foram recolhidos a partir de uma técnica qualitativa (entrevista diretiva). Esses dados foram analisados a partir de três técnicas complementares: qualitativa (análise do conteúdo), quantitativa

(análise univariada e bivariada) e espacial (cartografia).

Em termos gerais, o estudo revela que a migração interna compromete o projeto urbano nos Camarões, dado que constitui um fator de precariedade da saúde urbana; é uma realidade de sociedade marginal e marginalizada nas arenas da governação pública e do planeamento do desenvolvimento económico e social. Além disso, constatou-se que a migração interna é uma das principais alavancas do desenvolvimento urbano, desempenhando um papel precursor no setor para o qual contribui. Trata-se de um setor de reconversão profissional com uma grande capacidade de redução do desemprego. E, por conseguinte, uma alavanca da economia não apenas urbana, mas também nacional. Constatou-se igualmente que a migração é um fator incontestável da melhoria das condições de vida ou do desenvolvimento humano dos migrantes. Nesta perspetiva, a migração urbana torna-se numa oportunidade de desenvolvimento que deve ser promovida. O problema coloca-se simplesmente ao nível da governação desta realidade da sociedade.

Esta realidade está na base da modelização de um Plano-quadro de governação anticipatória da

migração interna (PQGAMI) nos Camarões objeto do presente estudo. Visa transformar a migração interna num motor de desenvolvimento nacional equilibrado, bem como de desenvolvimento humano equitativo e sustentável. Visa ainda reforçar as capacidades institucionais, melhorar os quadros programáticos e de gestão estratégica da migração interna. Na prática, foram elaboradas sete recomendações pioneiras para a sua aplicação: a criação de uma instituição nacional de governação proativa da migração interna, a elaboração de um quadro legislativo e jurídico de governação proativa da migração interna, a elaboração de uma geopolítica nacional de governação proativa da migração interna executada pela instituição supracitada e assente em duas noções:

a estratégia geográfica de antecipação em meio rural e a geopolítica de antecipação em meio urbano, a integração do fenómeno da migração interna em qualquer estratégia nacional de redução da pobreza e em qualquer planeamento de desenvolvimento nacional, a criação de um centro nacional de vigilância e fiscalização integradas da migração interna, a exploração contextualizada do método das potencialidades e das oportunidades endógenas (MPOE) na fase de operacionalização do PQGAMI, a promoção da colaboração e da cooperação. Em última análise, o PQGAMI é um instrumento de gestão cuja exploração é politicamente oportuna, socialmente esperada, economicamente viável e culturalmente integrante.

I. Introduction

La migration humaine, notamment interne aux Etats, est devenue l'une des principales préoccupations des pouvoirs publics tant à l'échelle nationale qu'internationale. Elle est considérée comme l'un des facteurs essentiels de l'explosion urbaine et de ses effets pervers. Par un effet de généralisation, elle est indissociable des causes de la crise urbaine. Longtemps marginalisées, les migrations internes occupent aujourd'hui une place prépondérante dans les problématiques de planification du développement urbain et rural. Elles sont intégrées dans les politiques d'aménagement du territoire, de régulation des déséquilibres et des fractures territoriales et de développement humain. La meilleure connaissance scientifique et la maîtrise des migrations internes deviennent donc à un concept de développement indispensable. Les pays en développement, particulièrement touchés par ce phénomène, constituent des zones d'étude importantes pour étudier la migration interne en tant que moteur du développement au XXIème siècle.

Cette approche de la migration interne est le fondement du programme d'étude international *Migration interne, urbanisation et santé*. Ce programme a été lancé par l'Observatoire d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) sur

les migrations, une initiative du Secrétariat du Groupe des Etats ACP, mis en œuvre par l'OIM et financé par l'Union européenne. Le but de ce programme est de transformer les migrations internes d'une contrainte en une potentialité d'un développement humain s'inscrivant dans la durabilité. La mobilisation d'un ensemble de connaissances scientifiques se présente comme une condition préalable à l'atteinte de ce but.

Dans ce contexte, l'Observatoire ACP sur les migrations s'est fixé pour objectif de réaliser des études au cas par cas en vue de produire des savoirs sur les migrations Sud-Sud dans leur densité, leur hétérogénéité et leur complexité. Cette démarche met en exergue les spécificités et les particularismes du phénomène propres à chaque Etat. Le Cameroun, Etat touché par le phénomène de migration, a été retenu dans ce programme. Le présent document est donc le rapport final du projet *Migration interne, urbanisation et santé au Cameroun*. Il est structuré en quatre chapitres. Le premier porte sur la justification et le cadrage général de l'étude, le second sur la méthodologie de recherche, le troisième sur la revue de la littérature analytique et le quatrième sur les résultats obtenus.

2. Justification et cadrage général de l'étude

Introduction

La réalisation du projet d'étude *Migration interne, urbanisation et santé au Cameroun* a nécessité un cadrage des éléments théoriques de recherche au préalable. Tel est l'objectif de ce chapitre structuré en deux principales parties. La première s'articule sur la présentation du contexte d'étude en quatre points : les contextes général, politique, économique et social, puis le contexte scientifique. La deuxième s'articule sur la présentation des éléments tels que la problématique, les questions, les hypothèses et les objectifs de recherche.

2.1 Contexte de l'étude

Contexte général

La mobilité humaine dans les pays ACP a toujours été considérée comme un enjeu de développement desdits pays. Si cette acception est avérée pour les migrations internationales (exode des cerveaux, immigration sélective, etc.), elle reste cependant à reconsidérer dans le cadre des migrations internes. Il est incontestable aujourd'hui que la mobilité interne des Yoroubas au Nigéria, des Dioulas en Côte d'Ivoire et des Bamilékés au Cameroun, permet le développement local. Néanmoins, ce décollage des localités d'accueil

est contrasté par l'émergence d'une multitude de crises imputables à ou indissociables de la même migration. Les crises d'urbanisation et de santé urbaine peuvent être évoquées en guise d'exemple. Ce contraste est le fondement du présent programme d'étude international *Migration interne, urbanisation et santé*, de l'Observatoire ACP sur les migrations, une initiative du Secrétariat du Groupe des Etats ACP, mise en œuvre par l'OIM et financée par l'Union européenne. Ce programme ouvre donc une profonde réflexion sur la parallèle migration interne/développement national. Pour y parvenir, l'Observatoire ACP privilégie les études de cas sur la mobilité humaine dans les Etats ACP.

Localisé dans le Golfe de Guinée entre le 2ème et le 13ème degré de latitude nord et entre le 6ème et le 16ème degré de longitude est (Amou'ou Jam et al., 1985), le Cameroun est un exemple de pays des ACP où le développement urbain est soumis à l'épreuve de la gestion des flux de migration interne. Ici, la population nationale était estimée à 19 406 100 habitants au 1^{er} janvier 2010 (BUCREP, 2010). Cette même année, la population urbaine a été évaluée à 10 091 172 habitants contre 9 314 928 habitants pour la population rurale. Le taux d'urbanisation du Cameroun

en 2010 a été estimé à 52 %. Ce taux d'urbanisation révèle implicitement une intense mobilité des hommes et des biens entre les villes et les campagnes. Cette migration est génératrice de faits et phénomènes de société qui ont retenu l'attention de la communauté scientifique. En définitive, le présent projet intervient dans un contexte général caractérisé par la modération, la stigmatisation et l'inculpation de la migration interne, contrecarrant ainsi le projet de planification urbaine, facteur de précarisation de la santé urbaine.

Contexte politique

Le projet d'étude *Migration interne, urbanisation et santé au Cameroun* intervient dans un contexte politique d'intégration nationale garante de la sécurité des personnes et des biens dans tout le pays. Cet état de fait a un impact aggravant sur le phénomène de migration interne, avec l'émergence d'un profond sentiment d'être chez soi. Cette étude intervient aussi dans un contexte de crise de gouvernance de la migration urbaine à l'origine de clivages, de distances et de tension entre différentes fractions de la population urbaine et entre les migrants, les non-migrants et les autorités publiques. L'insurrection contre les évictions forcées des migrants des zones Mission d'Aménagement et

de Gestion des Zones industrielles (MAGZI) de Douala, les soulèvements des autochtones contre les migrants à Douala (crise de Deido de 2012) et à Ebolowa (insurrection contre la communauté Bamoun en 2010) suite à l'assassinat d'un moto-taximan autochtone dans chacune des deux villes, et l'inculpation des migrants à Yaoundé lors des émeutes de 2008, sont autant d'illustrations de la crise de gouvernance de la migration interne. Lorsque la législation est protectrice des minorités autochtones, les migrants sont par contre objet et sujet d'une exposition et d'une vulnérabilité multiforme. Néanmoins, des politiques publiques à l'origine de nombreux programmes d'emplois-jeunes et de développement rural ont un effet régulateur sur l'exode rural et un effet catalyseur sur les migrations de retour.

Contexte économique et social

Le Cameroun s'inscrit aujourd'hui dans un contexte de relance économique incontestable. Chaque citoyen nourrit légitimement le désir de bénéficier des retombées de cette croissance et de transformer ses conditions de vie. Les villes et les sites de grands projets structuraux sont perçus comme les lieux par excellence de réalisation de cette transformation. Si les décennies de crise économique (années 1980

et 1990) ont déclenché les flux migratoires de survie, les décennies de relance de la croissance (années 2000 et 2010) les ont intensifié dans un premier temps, puis les ont modifié dans un deuxième temps. Le présent projet intervient donc dans un contexte de non-maîtrise de ces nouveaux aspects du phénomène migratoire reposant sur les transformations économiques et sociales du pays.

Contexte scientifique

La revue de littérature menée dans le cadre de cette étude révèle que la migration interne est un objet d'étude marginal au Cameroun. Cette marginalité est perceptible à travers l'insuffisance significative de la recherche scientifique sur cette thématique pourtant incontournable en matière de développement humain. Le contexte scientifique est donc caractérisé par la non-maîtrise des configurations structurelles et fonctionnelles du phénomène de migration interne d'une part, et des méthodes d'intervention entre ce phénomène, l'urbanisation et la santé d'autre part, dans le contexte de relance de la croissance dans lequel s'inscrit le pays. Par ailleurs, il est marqué par une vaine et exclusive dénonciation de la migration interne comme une contrainte au développement

urbain. La transformation de la migration interne en un moteur de développement reste donc un réel défi pour le scientifique à l'échelle locale.

2.2 Cadrage général de l'étude

Problématique de recherche

Le statut de contrainte au développement urbain que les chercheurs et les décideurs attribuent à la migration interne est incontestable au Cameroun. Cependant, il s'agit d'une réponse prévisible à des logiques de gestion du phénomène migratoire jusqu'ici appliquées. Cette réalité fait du Cameroun un laboratoire par excellence d'observation et d'étude du phénomène de migration interne, un phénomène qui se révèle intense, hétérogène et complexe.

La non-maîtrise des mouvements migratoires est à l'origine de nombreux enjeux. Les déséquilibres entre l'urbain et le rural, le problème de cohésion sociale et d'intégration en général et les dysfonctionnements de l'appareil urbain sont autant d'effets induits d'un phénomène migratoire atténué, stigmatisé et parfois instrumentalisé. A cela s'ajoute la compromission de la fonction de production du développement humain jusqu'ici attribuée à la ville. Cette réalité est le fondement de la

présente étude qui pose le problème de l'interaction entre migration interne, crise d'urbanisation et précarité sanitaire dans les espaces urbains camerounais. Le principal enjeu ici est la transformation de la migration interne d'une contrainte en une opportunité d'un développement humain qui ne peut s'enregistrer dans un contexte d'atténuation, de stigmatisation et d'inculpation du migrant et du phénomène de migration. Deux questions principales se dégagent au terme de cette problématique :

- Quel est l'impact de la migration interne sur l'urbanisation et la santé urbaine au Cameroun ?
- Comment peut-on transformer la migration interne d'une contrainte en une opportunité de développement urbain au Cameroun ?

Hypothèse de recherche

Les deux questions de recherche sus-définies sont à la base de deux hypothèses de recherche. La première stipule que la migration interne est un facteur de la crise d'urbanisation et de la précarité sanitaire dans les villes camerounaises. La deuxième hypothèse stipule que la gouvernance stratégiquement planifiée et dont l'objectif est d'anticiper la migration interne est un moteur de

transformation de ce phénomène de société d'une contrainte en une opportunité de développement urbain au Cameroun.

Objectifs de l'étude

Le but de cette étude est de contribuer à l'amélioration des cadres institutionnel, programmatique et stratégique de gestion de la migration interne au Cameroun. Pour atteindre ce but, un objectif principal et trois objectifs secondaires ont été fixés. L'objectif principal est de réaliser une analyse structurée de la migration interne, de l'urbanisation anarchique et de la précarité sanitaire en milieu urbain, en cernant les opportunités concrètes que celle-ci offre pour en faire un moteur de production d'un développement humain durable. Le premier objectif spécifique est de réaliser une analyse situationnelle de la structure et des caractéristiques de la migration interne à vocation urbaine. Le second s'articule sur la reconstitution de l'impact de la migration interne sur l'urbanisation et la santé. Le troisième objectif est d'élaborer un plan-cadre d'une gouvernance anticipant la migration interne au Cameroun. Tout ce travail s'accompagne d'une cartographie en rapport avec les variables de l'objet d'étude.

Conclusion

L'enjeu de cette étude est lié au développement. Le contexte d'étude permet une véritable possibilité de décryptage d'un problème de société jusqu'ici peu ou mal connu, qui pourtant contraint sérieusement le développement national. Les éléments théoriques tels qu'ils sont formulés, prédisposent à des résultats contribuant au processus de transformation social, économique, culturel et politique du Cameroun.

Des résultats perceptibles en termes de meilleure connaissance scientifique du problème de migration, puis en termes de contribution au renforcement des capacités institutionnelles et gestionnaires dudit problème. Dès lors, la méthodologie expérimentée est-elle garante des résultats escomptés ?

3. Méthodologie de recherche

Introduction

L'atteinte des résultats escomptés dans une recherche dépend essentiellement de la concordance entre la planification méthodologique de l'étude et les enjeux de l'étude. D'un point de vue extérieur, elle dépend du mode d'exploitation proprement dit de cette méthodologie. Le présent chapitre a donc pour objectif de présenter cette méthodologie en deux principaux points : la construction d'un référent classique de recherche et l'explicitation détaillée de la démarche opérationnelle.

3.1 Construction d'un référent classique de recherche pour l'étude

Le référent classique de recherche est l'ensemble des fondements structuraux d'une recherche, qui détermine le choix des méthodes et techniques spécifiques pour chaque phase ou étape de l'étude. Dans la pratique, il s'agit de préciser : le type de méthode dans lequel s'inscrit l'étude, le(s) cadre(s) méthodologique(s) d'étude exploitée dans ce type de méthode, la méthode générale de recherche adaptée aux courants et cadre(s) méthodologiques préalablement définis.

Courants et cadres méthodologiques de recherche

Le type de méthode présente une trame classique en matière de production de la connaissance scientifique. La présente étude s'inscrit dans une méthode faisant appel à divers courants qui, comme le souligne Aktouf (1992:10), préconisent une démarche analytique à double sens. Une première analyse va du général au particulier (démarche d'hypothèse et de déduction). Une deuxième analyse va cette fois-ci du particulier au général (démarche empirico-inductive). Dans un deuxième temps, il a été question de préciser les cadres méthodologiques exploités dans le courant d'hypothèse et de déduction.

Le cadre méthodologique est un mode opératoire spécifique, exploitable et exploité selon un canevas classique de recherche donnée, en vue de la production des connaissances scientifiques. Deux principaux cadres méthodologiques du modèle classique de recherche seront exploités dans cette étude: le fonctionnalisme et l'empirisme. Le *fonctionnalisme* repose sur la perception de l'objet d'étude comme un système à plusieurs composantes et à plusieurs fonctions. Dans la pratique, le travail revient à reconsidérer l'objet d'étude 'Interaction migration

interne, urbanisation et santé' comme un système structuré selon ses composantes (la migration, l'urbanisation et la santé urbaine). Ensuite, il est question d'identifier et d'analyser individuellement chacun, en s'appuyant sur les logiques et stratégies des acteurs. La reconstitution du raisonnement entre ces composantes en termes d'interaction, d'influence, d'interdétermination intervient en dernier ressort. *L'empirisme* se fonde sur le principe selon lequel la connaissance scientifique recherchée se trouve dans les faits étudiés. Dans la pratique, l'étude des logiques et des stratégies d'acteurs sans préjugés permet de se positionner au cœur de l'objet d'étude. Elle permet également de construire un modèle explicatif structuré des rapports entre migration interne, urbanisation et santé au Cameroun.

Méthode de recherche adoptée : la méthode qualimétrique suivant une approche pluridisciplinaire

La méthode qualimétrique s'est révélée mieux adaptée à l'hétérogénéité et à la complexité de l'objet d'étude. Elle est un procédé de recherche de la connaissance scientifique basée sur la combinaison des techniques qualitatives et quantitatives tant de collecte que d'analyse des données. Sa mise en place dans cette étude préconise

l'exploitation des techniques qualitatives dans la collecte des données. Elle se fonde sur un recours simultané aux techniques qualitative et quantitative d'analyse des données collectées. Elle exploite une double approche d'interprétation des résultats d'analyse : l'interprétation classique et l'interprétation prédictive. Enfin, elle repose sur l'exploitation de l'approche pluridisciplinaire vu la transdisciplinarité de l'objet d'étude.

3.2 Démarche de mise en place

La démarche de mise en place est présentée en deux principaux points : la collecte et l'analyse des données.

Collecte des données

L'approche qualitative a été appliquée dans la phase de collecte des données conformément à la méthode qualimétrique expérimentée. La méthode d'entretien a été exploitée suivant la technique d'entretien directif interpersonnel pour la collecte des données à partir d'un guide d'entretien non évolutif constitué de questions. Au préalable, l'échantillonnage a été nécessaire à deux niveaux de la préparation de la descente sur le terrain. Il s'agit de l'échantillonnage des espaces géographiques d'investigation et l'échantillonnage des individus de la population statistique étudiée (les ménages-migrants).

L'échantillonnage des espaces géographiques d'investigation s'est opéré en trois phases :

- a) L'échantillonnage des Régions d'investigation qui a été précédée par une structuration géographique du territoire national basée sur le découpage administratif des Régions. La méthode d'échantillonnage par quotas a été retenue pour la sélection non aléatoire des régions administratives d'investigation. Quatre régions (le Littoral, le Centre, l'Extrême-Nord, le Sud) sur les 10 que compte le pays ont été retenues à partir de la superposition de plusieurs critères de choix préalablement définis. Il en résulte une forte représentativité quantitative (40 %) des Régions administratives du territoire national.
- b) L'échantillonnage des villes d'investigation dans les régions retenues a été mené à partir de la technique d'échantillonnage à deux phases, ne prenant en compte aucun facteur de probabilité. La 1ère phase a été caractérisée par la structuration géographique des régions d'investigation retenues en deux principaux types de structures sociogéographiques élémentaires : milieu urbain et milieu rural, en référence à l'orientation de l'objet d'étude relative à l'urbanisation. La

technique d'échantillonnage au jugé fait partie de la sélection des espaces urbains comme villes d'investigation. L'exploitation de cette technique a été basée sur un critère d'éligibilité : l'orientation thématique faisant référence à l'urbanisation. La 2ème phase consistait à sélectionner un échantillon de stations (villes) dans la population des espaces urbains des régions administratives présélectionnées. La méthode d'échantillonnage par quotas a été retenue pour la sélection des villes dans chaque région retenue. Un quota d'une ville par région a été retenu pour des raisons de faisabilité économique de l'étude. La technique d'échantillonnage non aléatoire, basée sur la superposition d'un certain nombre de critères qualitatifs de choix a été exploitée pour sélectionner la ville d'investigation. Les villes chefs-lieux de Région ont été retenues vu leur forte représentativité de l'ensemble des villes du pays en termes de grandeur démographique et géographique, de sollicitation des migrants urbains, d'ampleur de la crise d'urbanisation et des problèmes de santé urbaine. Il s'agit de Douala, capitale économique et ville la plus peuplée du pays ; de Yaoundé, capitale politique du pays ; de Maroua, chef-lieu de la région la

plus peuplée du pays et frontalière avec le Nigéria et le Tchad ; d'Ebolowa, chef-lieu de la région frontalière avec le Gabon, la Guinée équatoriale, et le Congo, ville transit et de trafic sous régional. Si quantitativement parlant, l'échantillon de quatre villes est non représentatif de l'ensemble des villes du pays, les quatre villes sélectionnées le sont sur le plan qualitatif par rapport à l'objet d'étude. En outre, la présence de Douala et Yaoundé parmi les quatre villes retenues fait partie de la très forte représentativité de la population urbaine nationale dans cet échantillon.

- c) L'échantillonnage des structures sociogéographiques de collecte des données dans les villes d'investigation retenues a été mené en deux étapes. La première étape s'est articulée sur la structuration géographique de l'espace urbain ou la partition de la ville en structures sociospatiales élémentaires d'investigation. La zone de dénombrement définie par le Bureau central de Recensements et des Etudes de la Population (BUCREP) (RGPH-3) et actualisée plus tard par l'INS dans le cadre de la 3ème Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 3) a été retenue comme structure sociospatiale élémentaire de collecte des données. Chaque ville a donc été découpée

en zones de dénombrement conformément à la base de données la plus récente de l'INS. La technique d'échantillonnage par quotas a été retenue pour la détermination des nombres de zones de dénombrement de chaque ville. Les quotas des zones de dénombrement ont été déterminés proportionnellement au nombre total de zones de dénombrement ayant été retenues à ECAM 3. Dans la pratique, la forte dispersion ou les écarts très significatifs entre les nombres de zones de dénombrement des grandes villes (Douala : 100 zones de dénombrement, Yaoundé : 100 zones de dénombrement) et des petites villes (Maroua : 28, Ebolowa : 16) ont considérablement compromis la fiabilité et la pertinence de la détermination systématisée des quotas homogènes de zones de dénombrement de chaque ville.

Deux postulats ont été à la base de la détermination desdits quotas des zones de dénombrement d'investigation. Premièrement : dans les villes à forte densité de population, où plus de 50 zones de dénombrement ont été enquêtées lors de l'ECAM 3, l'échantillon de zones de dénombrement représente 10 % de l'échantillon total de zones de dénombrement exploité lors de l'ECAM 3. Ce premier postulat s'est appliqué à Douala et à Yaoundé où 10 zones de dénombrement

ont finalement fait l'objet d'investigations dans chacune de ces deux villes. Deuxièmement : dans les petites villes à faible densité de population, où moins de 50 zones de dénombrement ont été enquêtées lors de l'ECAM 3, l'échantillon de zones de dénombrement représente 20 % de l'échantillon total de zones de dénombrement exploité lors de l'ECAM 3. Ce deuxième postulat s'est appliqué à Maroua et à Ebolowa où six et quatre zones de dénombrement ont respectivement fait l'objet d'investigations dans chacune de ces deux villes. Le passage de 10 à 20 % dans ce dernier cas permet de réduire la dispersion ou de relativiser les écarts des nombres de zones de dénombrement enquêtées entre les grandes et les petites villes étudiées. Il rehausse la représentativité statistique des zones de dénombrement des petites villes dans l'échantillon de zones de dénombrement de la

présente étude. Au total, d'après le tableau 1, le nombre de zones de dénombrement retenues (30 zones de dénombrement, soit 10 à Douala, 10 à Yaoundé, 6 à Maroua et 4 à Ebolowa) est statistiquement représentatif (12,3 %) de la population de zones de dénombrement mère ayant fait l'objet d'investigation lors de l'ECAM 3 dans les villes d'étude, soit 244 zones de dénombrement. Dans la pratique, la technique d'échantillonnage au jugé, basée sur la superposition d'un certain nombre de critères qualitatifs d'éligibilité, a été exploitée pour la sélection proprement dite des zones de dénombrement d'investigation de chaque ville : type de quartier hébergeant la zone de dénombrement, localisation géographique à l'intérieur de la ville, l'enjeu de la zone de dénombrement par rapport à l'objet d'étude. La nature du tirage des zones de dénombrement était non aléatoire et le mode de tirage était sans remise.

Tableau 1 : Répartition du nombre de zones de dénombrement retenues par ville

Villes	Nombre total de zones de dénombrement (ECAM 3)	Taux de détermination de zones de dénombrement (en %)	Nombre de zones de dénombrement retenues
Douala	100	10	10
Yaoundé	100	10	10
Maroua	28	20	6
Ebolowa	16	20	4
Total	244	-	30

L'échantillonnage des individus de la population statistique étudiée est fonction de l'identification desdits individus soit les ménages-migrants. L'échantillonnage des ménages-migrants enquêtés a également été mené en trois phases :

a) La détermination de la taille de l'échantillon de ménages-migrants enquêtés qui s'est heurtée à une principale difficulté relative à sa déduction intelligible liée à l'indisponibilité des nombres exacts des ménages-migrants des villes (population mère). Il a donc été opportun de recourir à la formule de détermination de l'échantillon minimal (n) lorsque la taille de la population mère est ignorée : $n = 1/e^2$ où : n = taille minimal de l'échantillon ; e = erreur souhaitée. En admettant que l'erreur souhaitée est de 5 % (0,05), $n = 1/(0,05)^2 = 400$ ménages-migrants. Dès lors, l'échantillon minimal doit être de 400 ménages-migrants pour que les résultats soient extrapolés avec une précision ou une certitude atteignant les 95 %. La taille de $n = 500$ ménages-migrants adoptée pour l'étude trouve dès lors une représentativité statistique avérée, significative, pertinente et une possibilité d'extrapolation des résultats avec certitude à 95 %.

b) La répartition de l'échantillon entre les villes d'investigation

a nécessité la détermination d'un taux de sondage (t) à partir du rapport entre le nombre total de ménages-migrants à investiguer, soit $n = 500$, et le nombre total de ménages des zones de dénombrement retenues, soit $m = 54012$ (d'après le document de nomenclature d'ECAM 3 en référence au RGPH-3). Ainsi : $t = n/m$, soit $t = 500/54012$; $t = 0,00925$. Le quota de ménages-migrants investigué dans chaque station/ville d'investigation est le produit entre le nombre de ménages de ladite ville et le taux de sondage (t). $p = v \times t$ où : p = nombre de ménages-migrants à investiguer dans la ville ; v = nombre total de ménage de la ville ; t = taux de sondage. Au total, la répartition à la proportionnelle des 500 ménages migrants fait état de 202 à Douala, 194 à Yaoundé, 54 à Maroua et 50 à Ebolowa.

c) La répartition de l'échantillon de ménages-migrants par zone de dénombrement a été effectuée suivant la méthode d'échantillonnage par quotas. Les quotas étaient évolutifs en fonction du nombre total de ménages-migrants retenus dans la ville et le nombre de zones de dénombrement analysées. Dans la pratique, le nombre de ménages-migrants enquêtés dans chacune des

zones de dénombrement retenues dans une ville est proportionnel au nombre total de ménages-migrants enquêtés dans ladite ville et inversement proportionnel au nombre de zones de dénombrement retenues à cet effet. $p' = p/z$ où : p' = nombre de ménages-migrants enquêtés dans chacune des zones de dénombrement retenues dans la ville; p = le nombre total de ménages-migrants enquêtés dans ladite ville; z = nombre de zones de dénombrement retenues pour les investigations. Le nombre moyen de ménages-migrants enquêtés par zone de dénombrement est de 20 à Douala, 19 à Yaoundé, 9 à Maroua et 13 à Ebolowa (tableau 2).

Sur le terrain, la technique d'échantillonnage a été exploitée dans la sélection proprement dite des ménages-migrants sur le terrain. La nature du tirage était aléatoire et

le mode de tirage, sans remise. En ce qui concerne les opérations de collecte des données proprement dite, le mode opératoire général incluant la recherche documentaire peut être structuré en neuf points : recherche documentaire dans trois villes académiques du pays (Douala, Yaoundé, Dschang) et élaboration d'une revue de littérature analysant l'objet d'étude, définition d'un profil de variable d'analyse, élaboration d'un document recensant les besoins, élaboration du document de collecte des données, test de l'outil de collecte des données, réajustement et production de l'outil de collecte des données, élaboration des équipes de descente sur le terrain, descente sur le terrain avec recrutement et formation des collecteurs de données, recueil des données et production des bandes audio des entretiens par les enquêteurs, sur support numérique (CD).

Tableau 2 : Synoptique de l'échantillonnage des zones de dénombrement et des ménages-migrants

Villes	Echantillonnage des zones de dénombrement			Echantillonnage des ménages-migrants		
	Nombre total de zones de dénombrement (ECAM 3)	Taux de détermination des zones de dénombrement	Nombre de zones de dénombrement retenues	Nombre total de ménages (RGPH-3 exploité par ECAM 3)	Nombre total de ménages migrants à enquêter(1)	Nombre de ménages migrants moyens à enquêter par zone de dénombrement
Douala	100	10	10	21 850	202	20
Yaoundé	100	10	10	21 040	194	19
Maroua	28	20	6	5 797	54	9
Ebolowa	16	20	4	5 325	50	13
Total	244	-	30	54 012	500	-

(1) Taux de détermination: 0.000925.

Exploitation des données collectées

L'exploitation des données collectées peut être structurée en trois phases. La première s'articule sur le traitement des données à partir de deux techniques complémentaires : le traitement manuel et le traitement numérique. Le traitement manuel s'est fondé sur la transcription des entretiens sur fond de bande audio, d'élaboration des fiches individuelles de dépouillement précodifiées des transcriptions, de dépouillement manuel des entretiens transcrits avec remplissage des fiches individuelles de dépouillement précodifiées. Le traitement numérique s'est articulé sur l'élaboration du bordereau de codification, le montage du masque

de données dans un progiciel d'analyse des données statistiques, la numérisation des données d'entretien à partir des fiches individuelles de dépouillement des transcriptions.

La deuxième phase d'exploitation s'est articulée sur l'analyse des données traitées suivant trois approches : qualitative, quantitative et spatiale. L'approche qualitative était basée sur l'analyse de contenu. Elle a permis la reconstitution des modèles explicatifs et analytiques de l'objet d'étude à partir des associations et catégorisations, des significations profondes, des intentions, très souvent latentes et non directement perceptibles à la simple lecture du document. L'approche quantitative

basée sur l'analyse monovariée puis multivariée des données et l'approche spatiale. Elle a abouti à la quantification des catégorisations, structurations et classifications issues de l'analyse qualitative. Enfin, l'analyse spatiale a permis la représentation des variables qualitatives quantifiées dans l'espace. Elle a abouti à la spatialisation des catégorisations, des structurations, des classifications quantifiées. Elle a également abouti à la mise en évidence des configurations géographiques et des variations spatiales du phénomène de migration interne en rapport avec l'urbanisation et la santé. La troisième phase d'exploitation des données traitées s'est articulée sur l'interprétation menée suivant une double approche : l'interprétation classique et prédictive.

Conclusion

L'exploitation de la méthodologie si soigneusement planifiée s'est heurtée à des difficultés liées aux contraintes de temps. La division du travail, l'augmentation significative du capital humain et la simultanéité de la collecte des données dans les quatre villes par des équipes rompues à la tâche sont autant d'alternatives qui ont permis la réalisation de l'étude dans les délais prévus. Rendu à ce stade, il est légitime de savoir si les résultats obtenus rendent compte de l'atteinte des objectifs et du but préalablement fixés ?

4. Revue de la littérature analytique

Introduction

Le présent chapitre a pour objectif de faire une analyse critique de la documentation existant sur la migration interne en rapport avec l'urbanisation et la santé au Cameroun. Il s'agit d'une revue de littérature analytique et structurée en fonction de trois principaux centres d'intérêt, supports de l'ensemble de préoccupations de la première phase du projet. La problématique principale s'articule sur l'apport de la littérature existante sur la mise en théorie de la logique constitutive de la migration interne, migration reçue comme moteur et/ou enjeu de développement en général, et de développement urbain et sanitaire en particulier. Le premier centre d'intérêt est relatif à l'état de la question de la migration interne. Le travail revient ici à dresser un bilan exhaustif de la documentation existante sur la migration interne proprement dite. L'analyse de la documentation portant sur les rapports entre migration interne et urbanisation d'une part, et entre migration interne et santé en milieu urbain d'autre part, constituent respectivement les second et troisième centres d'intérêt.

4.1 Etat de la question sur les migrations internes au Cameroun

La documentation scientifique existante en rapport avec l'objet de l'étude vise globalement à cerner la figure du migrant urbain ou rural puis à en dresser le profil suivant un répertoire de ressemblances et de différences. La combinaison des variables objectives telles que le sexe, la profession ou l'occupation, l'origine, le parcours, le statut social, etc., est ainsi considérée comme pertinente. L'idée principale véhiculée par ces études est qu'il existe des dispositions sociales à la migration, l'urbanisation et la santé ne faisant que les actualiser.

C'est cette façon de penser qui est au cœur de la caractérisation de la migration interne, à savoir : un mouvement de personnes d'une région du pays à une autre, afin d'y établir une nouvelle résidence (OIM, 2011). Le lieu de résidence renvoie à l'espace où la personne concernée (le migrant) a vécu continuellement la plupart du temps au moins six mois et un jour, sans compter les absences temporaires dues aux vacances ou aux missions de travail (ONU, 2008:111). La caractérisation de la migration est loin de clarifier le débat, du moment où le terme de 'région d'un pays' recouvre plusieurs significations :

politico-administrative, culturelle, historique, et géographique. Les grandes tendances de la migration interne au Cameroun permettent de se rendre compte de l'ampleur du phénomène.

Selon le Bureau central de Recensements et des Etudes de la Population (BUCREP, 2010), le Cameroun est un espace migratoire, où la proportion de migrants internes occupe 20,5 %, 18,9 %, 13,9 % et 3,9 % des populations des régions de l'Ouest, du Centre et de l'Extrême-Nord et de l'Adamaoua respectivement. Sur le plan historique, de nombreux travaux d'archéologues attestent que l'implantation des hommes sur le territoire actuel du Cameroun remonte à 5 000 ans A.C. (Corvein, 1993). Les principales migrations internes dites 'de peuplement' s'opèrent entre les XVIIème et XIXème siècles. Elles aboutissent à la distribution géographique actuelle des peuples. Les déplacements des populations – en quête de sites d'implantation – à l'intérieur des frontières nationales ont modelé la représentation ethnique et géographique du Cameroun. Ainsi, certaines villes doivent leur création à ces migrations, à l'exemple de Douala, de Bamenda et de Foumban. Au-delà du processus de peuplement et de l'installation d'un grand nombre de groupes des populations du Cameroun précolonial, les migrations internes se sont poursuivies tout au

long des XIXème et XXème siècles. Les migrations internes observées pendant la période coloniale étaient liées à trois principaux facteurs explicatifs.

Premièrement, il s'agit de la fuite de la persécution et de la répression coloniale relatives aux travaux manuels forcés dans le cadre de la construction des routes et des chemins de fer au Cameroun tant allemand que franco-britannique. Plusieurs populations ont été également déplacées pour des questions d'aménagement du territoire : construction des routes et création des plantations agro-industrielles. Deuxièmement, la répression des populations subversives pendant la lutte pour l'indépendance du Cameroun a aussi déclenché plusieurs mouvements migratoires à l'intérieur du pays. De nombreux groupes ethniques se trouvent aujourd'hui disséminés dans l'ensemble du pays. Troisièmement, les contraintes sociales et environnementales ont été à l'origine de plusieurs déplacements de populations à la recherche de sols fertiles dans les hautes terres de l'Ouest-Cameroun. Il est aussi établi que le rapprochement ethnique et géographique des peuples, les tensions ethniques et l'effet de nombre ont déterminé les déplacements de plusieurs peuples en rapport avec les contraintes environnementales.

L'intérêt de cette lecture sociale et historique réside dans la mise en évidence de la migration interne comme valeur culturelle dans certaines régions du pays à l'exemple de l'Ouest-Cameroun (Dongmo, 1980:168). L'irréversibilité des migrations chez les peuples de l'Ouest-Cameroun, en manque de terres, en surpeuplement et animé par une sorte de morale commune orientée vers l'économique, paraît excessive si l'on change d'échelle. Plusieurs peuples du Cameroun vivent les mêmes réalités que ceux de l'Ouest, mais ils préfèrent plutôt rester dans leur environnement naturel pour des questions de sécurité ou de convenance personnelle (Van Santen, 2012:255-288). Certes, la Deuxième Enquête sur l'Emploi et le Secteur informel au Cameroun (EESI-2, 2010) souligne que certaines populations sont plus disposées que d'autres à migrer, mais ce n'est pas toujours le même facteur qui est l'élément précurseur à chaque parcours migratoire (INS, 2011). En fait, un individu peut se sentir à l'aise dans un milieu social relativement malaisé. D'où un rapport ambigu du migrant à l'espérance de vie, à l'urbanisation et à la santé.

Les migrations spontanées se sont intensifiées à partir des indépendances dans les années 1960, au sein de nombreux pays africains. Il n'en demeure pas moins aujourd'hui

que les migrations 'dirigées', encadrées ou organisées, ont pris de l'importance. La migration encadrée, comme toute forme de migration, laisse également apparaître une logique spécifique. Cette forme de migration permet d'appréhender et de mieux évaluer la thèse officielle qui caractérise la politique migratoire mise en œuvre entre 1960 et 1982, au Cameroun. Le phénomène de migration orientée par les pouvoirs publics serait l'une des causes de conflit dans le Grand Nord¹ (Alawadi Zelao, 2006:324). L'expression des conflits fonciers entre migrants et propriétaires terriens semble donc être une préoccupation majeure des spécialistes de la migration interne (Watang Ziéba et Lieugomg, 2006 ; Van Santen, 2012).

Les migrants toupouri se déplacent vers les karal (vertisols) de la région favorable aux cultures de mouskwari (sorgho de contre-saison) ou vers les rizières aménagées par la Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua, à l'Extrême-Nord du Cameroun (Watang Ziéba et Lieugomg, 2006:6). De ce fait, la migration de retour est également une composante de la croissance urbaine. Elle s'inscrit dans le processus d'urbanisation, car les

1 Les terminologies de Grand Nord, de 'Nord-Cameroun' ou de 'Cameroun septentrional' renvoient ici à l'ensemble constitué de trois régions : le Nord, l'Adamaoua et l'Extrême-Nord.

mouvements des populations vers et hors des villes témoignent de la capacité des économies urbaines à attirer les actifs des économies rurales. Or, comme l'attestent les transferts des fonds des migrants urbains vers d'autres villes ou en direction de leur région d'origine (Meka'a, 2007), les économies urbaines et rurales s'interpénètrent. Les petits centres de certaines régions rurales (à l'exemple de Bazou, Balengou, Baména à l'Ouest du pays) offrent des infrastructures urbaines (Gubry, 1996:437). Les migrants originaires de ces régions ont parfois la possibilité d'exercer des activités génératrices de revenus, une fois rentrés au village. En outre, ces populations peuvent se déplacer régulièrement vers d'autres centres afin de pourvoir à leurs besoins, sans s'y installer définitivement. D'où l'usage du terme de « migrants pendulaires » (Meka'a, 2007:152). Habiter dans une région n'est pas qu'une question de résidence : avec la téléphonie mobile et l'essor du transport urbain/interurbain, les migrants se déplacent, vont et viennent facilement, marquent symboliquement l'espace par leur présence (De Bruijn et al., 2001).

Les tendances observées, à partir de données rétrospectives d'enquêtes nationales récentes, montrent que la migration retour tend désormais à stagner, voire à reculer, tandis que la

migration urbaine progresse² (Evina, 2009). La migration urbaine est fortement influencée par des facteurs naturels, puisqu'il y a des zones rurales écologiquement prédisposées à l'abandon : les montagnards du Nord-Cameroun ne peuvent continuer à vivre entre les roches où ils courent tous les risques. Il en est de même des habitants de la forêt équatoriale où la présence des arbres et le manque d'outils de travail, tels que les scies à moteur, rendent la culture alimentaire difficile. L'argument acquis à bon compte selon lequel l'exode rural contribue à l'appauvrissement des villes, et des villages qui sont abandonnés (Lututala Mumpasi, 2007:7), doit être nuancé. L'ensemble des petits métiers exercés par les migrants sert parfois à pallier la faiblesse de l'urbanisation galopante. S'il est paradoxal de mettre en rapport le retour d'un migrant à son lieu d'origine et l'urbanisation, il faut néanmoins se réserver de faire des conclusions hâtives sur la migration de retour.³

2 Les données du recensement de 1976 montraient déjà que dans les villes de plus de 10 000 habitants, la proportion des migrants internes par rapport à l'ensemble de la population urbaine est très élevée, puisque supérieure à 50 %.

3 En raison de la complexité du phénomène de migration de retour, dont l'augmentation des migrants de cette catégorie au milieu des années 1990, durant la période de forte récession économique qui a frappé le Cameroun, une enquête spécifique a été réalisée sur le thème (Enquête sur les Migrations de Retour ou EMR) par le

L'exode rural peut être un projet de vie désastreux dans la mesure où, au Cameroun comme partout en Afrique, il y a une 'urbanisation sans développement' (Cheru, 2007:49). Il faut certes prendre au sérieux l'état de fait caractérisé sous le concept 'd'urbanisation sans industrialisation', suggérant que la ville postcoloniale camerounaise est dans la plupart des cas une pure création du pouvoir politique (Mimché et Fomekong, 2008:244), mais il est nécessaire de relever qu'en ville, un migrant peut bénéficier de conditions de vie relativement meilleures vu la présence d'équipements collectifs plus élaborés, sans en supporter le coût (Gubry, 1996:12-13).

4.2 Actualité scientifique sur les rapports entre migration interne et urbanisation

La migration interne ne se présente pas sous la même forme dans toutes les régions du Cameroun. Une étude descriptive des migrants peut conduire à une impasse sur la question du rapport entre migration interne et urbanisation au Cameroun. Sous ce rapport, la documentation existante s'accorde sur le statut de l'exode rural comme principal enjeu. La migration est présentée soit comme cause,

soit en termes de conséquence de la crise d'urbanisation (Gubry, 1996). Ce second aspect est largement partagé par les spécialistes de l'urbanisation, qui, à travers la spécificité des systèmes urbains décrits, illustrent ce que la migration sous toutes ses formes (provisoire ou permanente) doit au processus d'urbanisation.

Trois principales catégories de villes peuvent être distinguées au Cameroun : les villes précoloniales (Foumban, Maroua), les petites bourgades transformées en villes par le pouvoir colonial (Limbé), les centres ruraux transformés en chefs-lieux administratifs à la faveur des décrets présidentiels, qui leur confèrent ainsi le statut de villes (Hamadou Sali, 2012:328-329). La mise en œuvre des programmes d'action publique dans certaines régions du pays a déclenché une démographie régulière et rapide et une urbanisation rapide et incontrôlée de nouveaux quartiers autour des chantiers, sites industriels et agro-industriels. La gestion du patrimoine foncier de l'Etat s'inscrit dans la problématique politique du moment. Le projet d'étude du Réseau National de Suivi des Politiques Publiques et des Stratégies de Coopération/Dynamique Citoyenne dénommé *Plaidoyer pour la lutte contre l'éviction forcée dans la ville de Douala, cas des déguerpissements annoncés dans la zone industrielle MAGZI de Bassa-Douala au*

Ministère de la Recherche Scientifique et Technique, en liaison avec le CEPED et l'IFORD, avec l'appui de la Mission de l'ORSTOM de Yaoundé en 1992.

Cameroun, réalisé en 2011, a permis de constater que 88,3 % des habitants de zones à risque d'éviction forcée sont des migrants et proviennent des régions du pays autres que le Littoral.

De manière générale, les migrants les plus en détresse habitent les taudis à forte exposition aux intempéries. L'occupation du sol précède la planification urbaine (Meva'a Abomo, 2011 ; 2006). Il en résulte une expression de la crise foncière. D'où l'idée d'une paralysie écologique urbaine à Douala (Meva'a Abomo, 2006). Au Cameroun, le secteur informel compense souvent l'incapacité des pouvoirs publics à améliorer les conditions de vie des populations urbaines. L'Institut National de Statistique remarque que sur 90,4 % d'actifs occupés au Cameroun, ce secteur reste le plus grand pourvoyeur d'emplois, en concentrant 90,5 % d'actifs dont 53 % dans le domaine de l'agriculture (INS, 2011). L'étude des *Répercussions du développement de l'agriculture urbaine sur la transition démographique des villes du sud : le cas du bassin versant du Mbanya à Douala (Cameroun)* révèle que 95,8 % des cultivateurs urbains sont des migrants, 97,5 % n'ont aucune qualification et que 70 % sont des femmes (Meva'a Abomo et al., 2011).

Le secteur informel est un fournisseur d'emploi massif, sans toutefois inverser les tendances à l'insécurité

et au grand banditisme. De nombreuses sources d'information policière ou journalistique, mettant à jour les multiples facettes du banditisme urbain, renseignent sur la manière dont les bandits font usage des services du secteur informel pour commettre leurs forfaits. Les travaux sur le banditisme urbain ne font pas de la migration un facteur dudit phénomène. Les formes de banditisme urbain sont soutenues par une logistique criminelle de type traditionnel ou moderne et par une consommation abusive des stupéfiants (Mbarkoutou Mahamat, 2012:165). Au lieu d'être présentée comme un facteur de l'insécurité, la migration urbaine est en rapport direct avec l'insécurité, vu le nombre de délits ou crimes commis dans les zones à fort potentiel de migrants. Les migrants urbains empruntent sans doute les mêmes itinéraires que les bandits (urbains), mais rien l'assimilation migrants/bandits est fausse.

4.3 La santé urbaine à l'épreuve de la migration interne

Le rapport entre migration interne et santé urbaine est peu élaboré dans la documentation scientifique existante au Cameroun. Cette thématique est traitée de manière suggérée ou dérivée. Cette troisième voie informe sur les conditions

sociales dans lesquelles les migrants internes vivent et se représentent leur séjour. Les auteurs accordent une attention particulière au profil sanitaire du migrant, à la prévalence des maladies, à l'action publique en matière de santé et à la qualité des soins. Au Cameroun, les études sur l'état antérieur de santé (dans la région d'origine ou le lieu de résidence antérieure) du migrant sont quasiment absentes. Or, si le choix d'autres objets d'étude peut se justifier au regard des problématiques et méthodes adoptées, l'intérêt pour l'état antérieur de santé du migrant permettrait d'éviter de généraliser, sans se baser sur une expérience quelconque, que les mouvements de populations s'accompagnent systématiquement de l'augmentation de la transmission des maladies.

L'un des problèmes cruciaux du fait migratoire s'articule autour de la mobilité des fléaux sociaux et des maladies. Il est certain que c'est dans l'un des quartiers de migrants de Douala (Bépanda TSF) que s'est trouvé le principal foyer de l'épidémie nationale de choléra de 2004 (Assako Assako et al., 2005). La ville, qui est le principal point de chute des migrations internes au Cameroun, est un lieu de concentration des fléaux de régions d'origine des migrants. L'explosion géographique et démographique de la ville de Douala a entraîné une occupation anarchique de l'espace

urbain. Aussi est-elle responsable des risques liés à la santé des ménages. L'exacerbation du développement local de plusieurs pathologies insalubres, à l'exemple du paludisme urbain de plus en plus incisif, est ainsi enregistrée (Meva'a Abomo, 2011). Au regard de l'urbanisation galopante et désordonnée, de l'insuffisance de l'offre et de la qualité des services de santé, la mise en contexte de la migration interne apporte des éléments de compréhension dans la propagation du choléra au cours de l'année 2004 en territoire camerounais (Assako Assako et al., 2005). Les différentes phases de propagation de l'épidémie mises à jour l'attestent : d'un puits non aménagé dans un quartier insalubre de la ville de Douala, le choléra s'est propagé dans un premier temps dans toute la capitale économique du Cameroun, en moins de deux semaines, suivant les processus de contamination et de transmission reposant principalement sur la migration intra-urbaine des sujets et des objets infectés, le ruissellement des eaux et l'usage des objets souillés par le bacille du choléra. Par la suite, suivant le même mode, l'épidémie s'est étendue à d'autres régions du pays. En fin de compte, sept régions administratives sur les dix que compte le Cameroun ont connu cette épidémie. Néanmoins, le contraire peut être possible, puisque le mode d'occupation du sol détermine

également l'état de la santé des migrants.

En outre, le phénomène de socialisation du risque sanitaire transmis par la pollution multiforme peut aussi être observé dans les quartiers à forte composante autochtone, comme cela a été visible lors des épidémies de choléra de 2011 à Yaoundé. Malgré ce fait marquant, la migration interne des maladies et des malades n'a retenu jusqu'ici que peu d'attention de la part des chercheurs camerounais. Or, la migration des malades aide à évaluer la prise en charge médico-sanitaire (Meva'a Abomo, 2006 ; 2011). Plusieurs phénomènes ambigus et complexes sont de nature à désorienter les chercheurs. Toutes les régions du Cameroun ne sont pas abordées avec la même attention, en raison de la singularité des systèmes sociaux (migratoires, urbains ou sanitaires).

Toutefois, les résultats des études des cas menées jusque-là sont susceptibles d'apporter des éléments de compréhension des processus sociaux à l'œuvre dans l'ensemble du pays. Pour cela, il convient de faire une lecture attentive des différents travaux existants afin d'en tirer ce qu'ils contiennent d'essentiel, en procédant à leur recoupage au travers des questions suivantes : « *Que nous donnent-ils à connaître ou à penser ? Quelles directives ou orientations*

d'action nous intimement ou nous suggèrent-ils ? Que nous donnent-ils à espérer ? » (Eboussi Boulaga, 2012:7).

Conclusion

Il ressort de cette partie que la documentation scientifique existante sur la thématique : migration interne, urbanisation et santé au Cameroun, est non négligeable malgré l'insuffisance quantitative et qualitative des études jusqu'ici réalisées. L'étude des migrations internes remontent même jusqu'au Cameroun précolonial avec la mise en place des peuples.

La critique menée dans cette analyse ne devrait donc, en aucun cas, prêter à équivoque. Il s'agit juste d'une critique positive qui s'inscrit dans la notion de constructivisme. Elle analyse le contenu des documents pour nourrir un débat politiquement opportun, socialement attendu et scientifiquement légitime. Les pistes de réflexion ouvertes ne peuvent que renchérir le débat. Enfin, cet état de connaissance scientifique est le point de départ de connaissances nouvelles relatives à la migration de la personne à l'intérieur du pays, dans le cadre du projet « Migration interne, urbanisation et santé au Cameroun ». Un projet dont l'objectif est de stimuler l'intégration de la migration interne comme valeur dans la planification du développement humain au Cameroun.

5. Résultats de l'étude

Introduction

L'étude *Migration interne, urbanisation et santé au Cameroun* a été menée dans quatre villes suffisamment représentatives de l'environnement urbain camerounais : Douala, Yaoundé, Maroua et Ebolowa. La collecte des données s'est opérée auprès d'un échantillon de 500 ménages-migrants proportionnellement repartis dans les villes d'investigation en fonction du critère démographique. L'objectif de ce chapitre est de restituer ces résultats en quatre principaux points : la caractérisation du fait migratoire dans les villes enquêtées, l'analyse de l'interaction migration interne/urbanisation, le décryptage de l'interaction migration interne/santé urbaine et enfin la formulation des recommandations réalistes et réalisables.

5.1 Caractérisation du phénomène de migration urbaine dans les villes enquêtées

La présente analyse caractérise le phénomène de migration urbaine à partir de cinq déterminants : les facteurs de migration, l'itinéraire migratoire, la durée dans l'aventure migratoire, l'intentionnalité migratoire et les

caractéristiques sociodémographiques de la migration urbaine.

Etat des facteurs et des types de migrations urbaines

La migration urbaine est entretenue dans les villes enquêtées par six principaux facteurs agissant de manière individuelle ou combinée. En s'appuyant sur ces facteurs, la présente étude a reconstitué huit types de migrations pratiquées : la migration de travail, la migration de santé, la migration scolaire, la migration socioconflictuelle, la migration environnementale, la migration professionnelle (affectation professionnelle), la migration forcée (suite à l'expropriation des terres à des fins d'utilité publique) et la migration d'asile de pauvreté.⁴ Si la dénomination 'migration d'asile de pauvreté' est pour la première fois mentionnée dans cette étude, ce phénomène est cependant observé dans plusieurs autres villes du monde. La migration

4 La migration d'asile de pauvreté est l'effet de migrer en ville dans l'objectif de rechercher un lopin de terre, d'y construire un logement et d'y résider définitivement sans plus retourner à sa terre d'origine. Plusieurs exilés urbains sont inhumés dans ce lopin de terre après leur mort. Ces migrants recherchent le travail ou développent des activités génératrices de revenus pour leur subsistance.

socioéconomique (recherche du travail et asile de pauvreté avec recherche du travail), et la migration sociale (prise en charge sanitaire, scolarisation, conflits sociaux) sont prédominantes avec respectivement 64 % et 21,6 % des flux migratoires vers les villes étudiées. L'intense migration urbaine que connaissent les capitales régionales étudiées est essentiellement pratiquée dans le cadre de la lutte contre la pauvreté ou de l'amélioration des conditions de vie.

Malgré le problème de qualification, les migrants urbains constituent un impressionnant capital humain. La reconversion dans le secteur informel pour la majorité rend compte d'un problème de canalisation et de valorisation de ce potentiel humain pour le développement, que ce soit urbain ou rural. Le développement national est donc soumis à l'épreuve d'une gouvernance par anticipation de la migration interne à repenser et à institutionnaliser. La migration

touristique est considérée comme toute forme de migration non socioéconomique. Dès lors, si la migration socioéconomique représente 64 %, la migration touristique représente quant à elle 36 % du phénomène de migration interne à vocation urbaine au Cameroun. Sur le plan géographique, une variation spatiale des motifs migratoires a été observée entre les villes étudiées (Tableau 3). D'après l'analyse de synthèse, les migrations socioéconomiques et sociales sont prédominantes dans toutes les villes étudiées, soit respectivement 62,4 % et 17,7 % à Douala, 64,9 % et 25,1 % à Yaoundé, 75,9 % et 16,7 % à Maroua et enfin 54 % et 28 % à Ebolowa. En revanche, la migration touristique au sens précédemment décliné varie aussi en fonction des villes, soit respectivement 37,6 % à Douala, 37,1 % à Yaoundé, 24,1 % à Maroua et 46 % à Ebolowa.

Tableau 3 : Distribution des types de migration urbaine identifiés au sein de la population enquêtée (en %)

	Recherche du travail	Asile de pauvreté	Santé	Scolarité	Conflits sociaux	Environnemental	Affectation professionnelle	Aménagement du territoire
Douala	37,6	24,8	5,2	10,1	2,4	0,5	18,8	0,5
Yaoundé	46,9	18,0	6,1	13,4	5,6	0,5	9,3	0,0
Maroua	74,1	1,8	0,0	13,0	3,7	0,0	7,4	0,0
Ebolowa	42,0	12,0	4,0	16,0	8,0	0,0	18,0	0,0
Pourcentage par rapport à l'effectif total ayant fourni des informations	45,6	18,4	5,0	12,2	4,4	0,4	13,8	0,2

Source: Enquête de terrain, novembre 2012.

Analyse des itinéraires migratoires

L'analyse qualitative des itinéraires de migration interne à vocation urbaine a abouti à l'émergence de deux mouvements principaux : les migrations intra-régionales puis interrégionales. Il y a trois principaux mouvements migratoires : migration village-ville (exode rural), la migration ville-ville (migration interurbaine) et la migration village-ville-ville (migration interne mixte). Six types de migration urbaine ont ainsi été identifiés en fonction des itinéraires migratoires. Dans la pratique, il a été observé une prédominance des migrations urbaines interrégionales avec 59 % des itinéraires recensés. Les migrations ville-ville interrégionales

puis intra-régionales constituent les mouvements migratoires les plus importants avec respectivement 38,6 % et 23,4 % d'apparition. L'analyse des origines des migrants montre la prédominance globale des ressortissants de la région de l'Ouest qui occupent 26,2 % dans la population de migrants enquêtée.

L'analyse spatiale des itinéraires migratoires et des origines des migrants est révélatrice d'une variation spatiale de ces deux valeurs du phénomène de migration interne. Les migrations Ville-ville interrégionales (34,2 %) et ville-ville intra-régionales (23,8 %) sont les mouvements migratoires dominants dans la ville de Douala.

Les ménages-migrants enquêtés présentent une hétérogénéité en termes de régions d'origine. La prédominance des ressortissants des régions de l'Ouest et du Centre qui occupent respectivement 37,1 % et 17,3 % dans la population de migrants enquêtée a été enregistrée à Douala. Dans la ville de Yaoundé les migrations ville-ville interrégionales (40,2 %) et ville-ville intra-régionales (20,1 %) sont les déplacements dominants. Une prédominance des ressortissants des régions du Centre (30,4 %) et de l'Ouest (23,2 %) a été enregistrée dans la ville. Par contre, à Maroua, les migrations ville-ville intra-régionales (40,7 %) et ville-ville interrégionales (29,6 %) sont les déplacements dominants. Les ressortissants des régions de l'Extrême-Nord (50 %) et du Nord-Ouest (13 %) prédominent dans ce pôle secondaire. Enfin, dans la ville d'Ebolowa, les migrations ville-ville interrégionales (60 %) et ville-ville intra-régionales (16 %) sont les mouvements migratoires dominants. Une prédominance des ressortissants des régions du Centre (36 %) et du Sud (28 %) a été enregistrée dans la ville.

Evaluation des durées et de la stabilité de la migration urbaine

L'analyse du critère de longévité migratoire montre que 1,6 % et 1,8 % de ménages-migrants ont respectivement une durée de plus

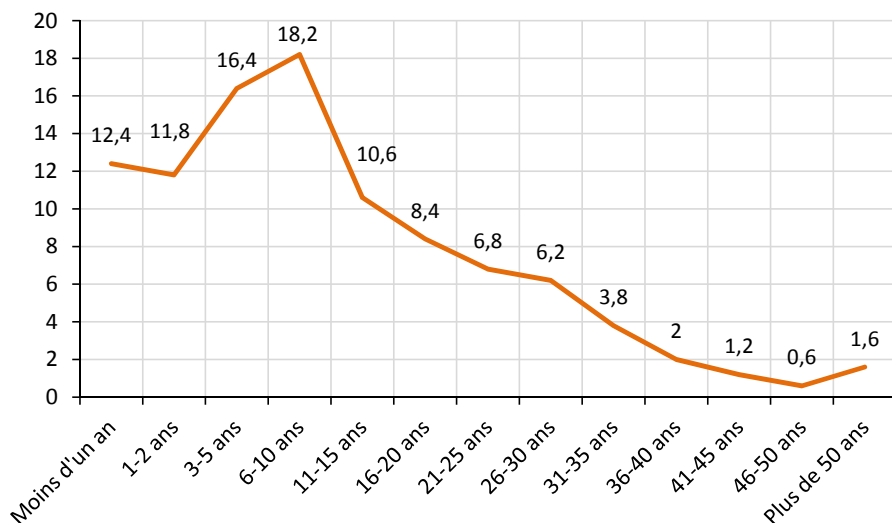
de 50 ans et de 40-50 ans dans la migration urbaine (graphique 1). Cependant, près de 60 % et plus de 75 % de migrants se sont installés dans les 10 et les 20 dernières années respectivement (graphique 2). L'amélioration des conditions de vie des migrants s'est révélée comme étant le principal levier de cette forte sédentarisation urbaine. Une forte propension (51,2 %) de déplacements vers d'autres villes du pays offrant plus d'opportunités a été enregistrée auprès de la population de ménages-migrants enquêtée. Le graphique 3 montre que la propension à la migration interurbaine est plus élevée à Maroua avec 62 % de ménages-migrants favorables. Par ailleurs, tous les migrants ne trouvent toujours pas satisfaction en ville. Une moyenne de 43 % de ménages-migrants favorables à la migration retour a été enregistrée. Le graphique 4 montre que cette propension est plus élevée à Ebolowa avec 66 % de ménages-migrants favorables. Seulement, ce retour est conditionné et les conditions varient par ménage-migrant et par ville enquêtés (graphique 5). Les conditions posées par les ménages-migrants favorables à la migration retour varient par ville et par individu.

Le statut matrimonial des migrants enquêtés est marqué par la dominance de migrants ayant au moins un enfant (59,2 %). Une forte

prédominance de jeunes filles mères a été enregistrée dans la population de migrants, notamment car les registres socioculturels et le contexte économique de pauvreté les y prédisposent. Un total de 38 % de ménages-migrants enquêtés dispose d'au moins une migrante jeune fille en âge de scolarisation, mais qui est déjà mère. Cette natalité incontrôlée et surtout précoce s'opère dans un dénouement matériel et financier. Elle est un véritable facteur de perpétuation de la pauvreté, de croissance démographique rapide

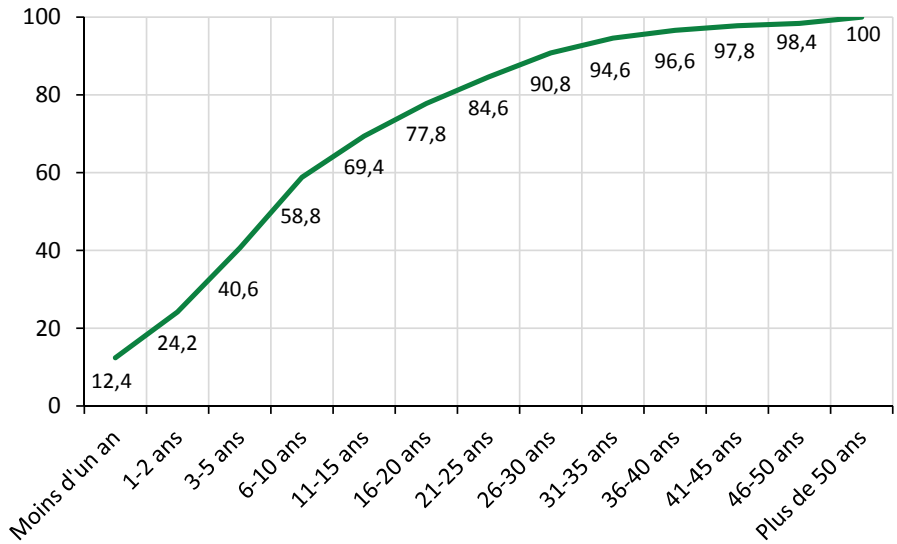
dans les villes. Elle est vectrice de l'inadéquation entre la demande et l'offre en infrastructures et équipements sociocollectifs. Si par nature la ville attire les populations vu les opportunités qu'elle offre (opportunité d'emploi formel et/ou informel, d'accessibilité aux établissements sanitaires et aux médicaments, de scolarisation, etc.), la migration urbaine ainsi enclenchée et non maîtrisée est aujourd'hui un véritable enjeu au développement urbain dans les villes étudiées.

Graphique 1 : Variation des durées dans la migration urbaine (en %)



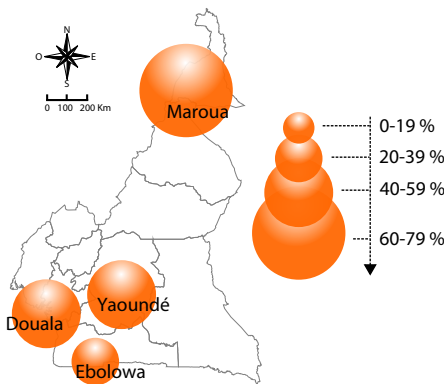
Source: Enquête de terrain, novembre 2012.

Graphique 2 : Fréquences cumulées des durées dans la migration urbaine (en %)



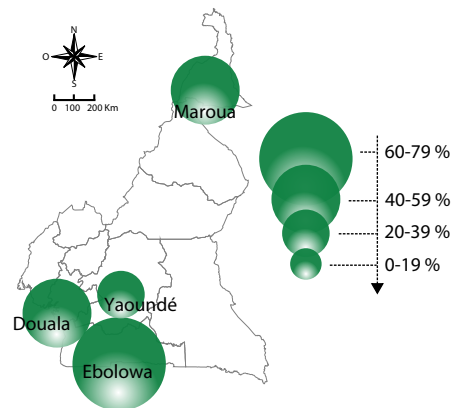
Source: Enquête de terrain, novembre 2012.

Graphique 3: Proportion de ménages-migrants disposés à migrer dans une autre ville (en %)



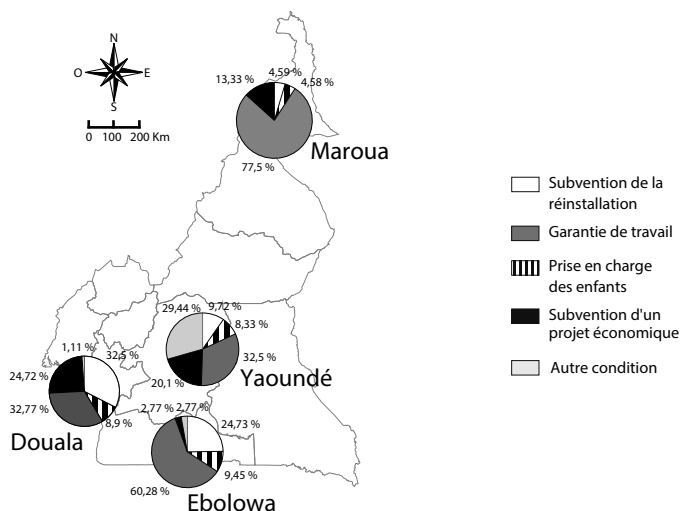
Source: Enquête de terrain, novembre 2012.

Graphique 4: Proportion de ménages-migrants favorables à la migration retour (en %)



Source: Enquête de terrain, novembre 2012.

Graphique 5 : Variation des conditions posées pour une migration retour (en %)



Source: Enquête de terrain, novembre 2012.

D'une manière générale, 41,9 % de migrants souhaitent une garantie de travail, 21,9 % sollicitent une subvention de réinstallation, 19,1 % sollicitent la subvention d'un projet générateur des revenus. Ces conditions sont globalement socioéconomiques. Au total, cette analyse renseigne sur les perspectives migratoires de la population de migrants enquêtée. Elle peut donc être exploitée pour la prédiction et la prévision.

5.2 Migration interne et urbanisation

L'analyse de l'impact de la migration interne sur l'urbanisation menée dans

cette parties'articlesur cinq points: la mise en œuvre sociodémographique, l'aménagement, l'environnement, l'économie et la sécurité urbaine.

Migration interne et dynamique sociodémographique urbaine

Un total de 1 790 migrants a été recensé dans les 500 ménages-migrants enquêtés, soit une moyenne de quatre migrants/ménage-migrant. La population de migrants enquêtée est fortement masculine avec 53,1 % d'hommes et 46,9 % de femmes. Une forte variation par tranche d'âges et par sexe de cette population a été observée. D'après les graphiques 6 et 7, la population de

migrants est majoritairement jeune avec plus de 70 % d'individus ayant au plus 30 ans. Le graphique 8 montre que les migrants urbains enquêtés ont un profil conjugal dominé par les célibataires (48,2 %). Dans les 30,8 % de ménages-migrants de mariés, 38,8 % sont monoparentaux. La faible scolarisation des migrants les prédispose à la précarité. Le graphique 9 montre que 60,2 % de migrants interviewés ont au plus un niveau d'études secondaires générales. La forte proportion de migrants ayant un niveau d'études supérieurs (39 %) montre le phénomène de déscolarisation des migrants au niveau universitaire.

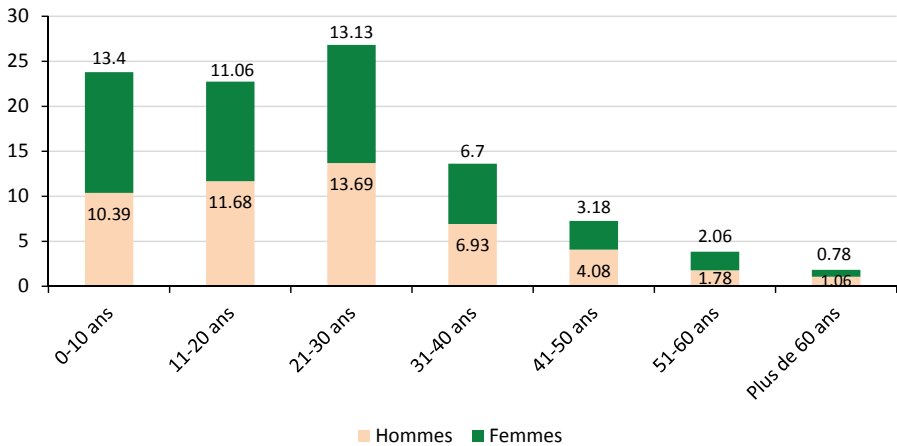
Migration interne, aménagement et environnement urbain

- Migration interne et aménagement urbain

La non-actualisation régulière des planifications urbaines est un facteur privilégié de la crise d'urbanisation dans les villes enquêtées. A titre d'exemple, le dernier schéma directeur d'aménagement urbain de Douala (1983), la plus grande ville du pays, a été renouvelé en

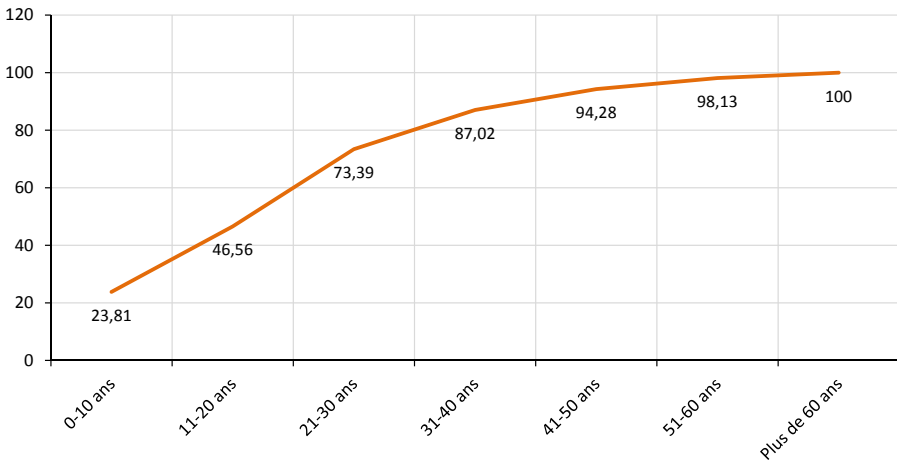
2005, soit, plus de 20 ans après. L'expansion spatiodémographique des villes étudiées s'opère avec une rapidité supérieure à la capacité de renouvellement des modes d'occupation des sols urbains. L'importance sans cesse croissante des flux migratoires incidents est l'un des facteurs primordiaux de ce débordement des gestionnaires de la ville. La très faible prédominance des titres de propriété foncière au sein de la population de migrants enquêtés est un indicateur pertinent de la crise foncière dans les quatre villes d'étude. L'émergence de l'occupation des zones non constructibles comme les marécages est marquée par la prolifération de plus en plus irrémédiable d'un habitat spontané et insalubre développé par les migrants. Ces aménagements à risque rompent l'équilibre écologique dans ces milieux très sensibles. Il en résulte une récurrence des catastrophes hydrauliques à l'exemple des inondations fort dommageables, l'émergence du phénomène d'enfoncement des maisons dans les bas-fonds marécageux.

Graphique 6 : Répartition de la population de migrants enquêtée par tranche d'âge et par sexe (en %)



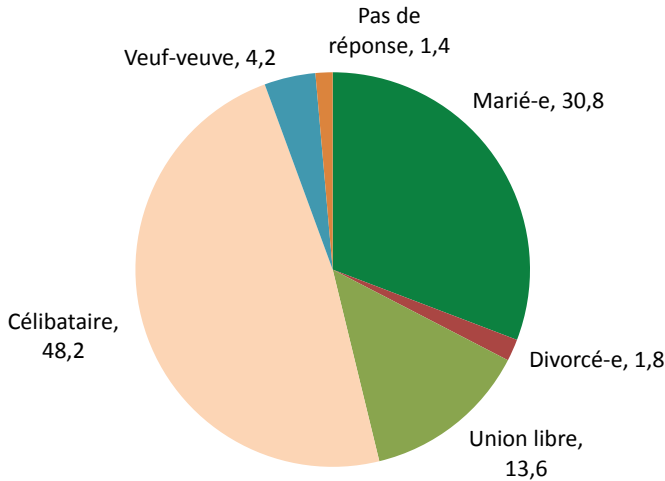
Source: Enquête de terrain, novembre 2012.

Graphique 7 : Fréquences cumulées de la répartition de la population de migrants enquêtée par tranche d'âge (en %)



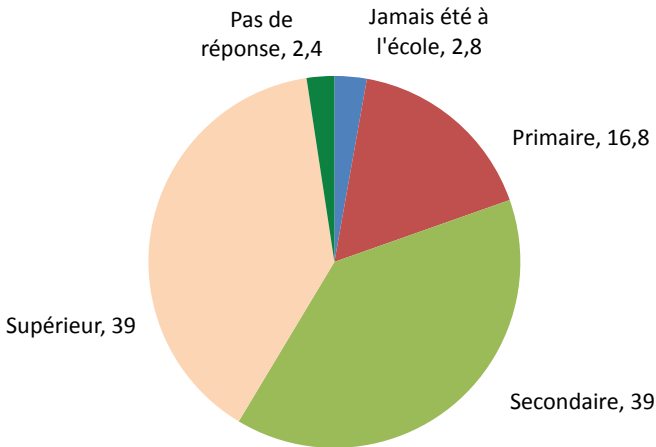
Source: Enquête de terrain, novembre 2012.

Graphique 8 : Evaluation du statut conjugal des migrants enquêtés (en %)



Source: Enquête de terrain, novembre 2012.

Graphique 9: Evaluation des niveaux d'études des migrants enquêtés (en %)



Source: Enquête de terrain, novembre 2012.

D'une manière générale, 31,8 % de migrants enquêtés sont propriétaires de logements, et donc de lopin de terres. Cependant, 75,4 % de ces migrants propriétaires ne disposent pas de titre foncier légal et 74,8 % ne disposent non plus de permis de bâtir légal. Des variations des proportions de migrants propriétaires de logement et de titres fonciers ont été observées dans chacune des villes enquêtées (tableau 4). Pour s'installer, les migrants non propriétaires consentent à loger dans des conditions précaires et à risque. Aucun migrant locataire ne dispose de contrat de bail légal. Juste 27 % de migrants disposent d'un contrat de bail informel, cosigné uniquement par le migrant et son bailleur. L'Etat enregistre dès lors d'importants manques à gagner en terme de redevance fiscale d'exploitation commerciale des logements sociaux.

- Migration interne et environnement urbain

L'environnement urbain est objet et sujet de dysfonctionnements multiples dans les villes enquêtées. Cette étude met l'accent sur trois modules de l'environnement : la gestion des ordures ménagères et

des eaux usées, puis la pression foncière. En ce qui concerne les ordures ménagères, les migrants sont indissociables des acteurs urbains responsables de l'insalubrité dans les villes enquêtées. La gestion moderne des ordures ménagères est pratiquée par 59,8 % des ménages-migrants enquêtés. Elle consiste à collecter et à transmettre les ordures au concessionnaire en charge de l'hygiène et l'habitat à travers le déversement dans les bacs à ordures ou dans les camions de ramassage desdites ordures. La gestion anarchique est pratiquée par 30 % des ménages-migrants enquêtés. Elle se matérialise par le déversement des ordures ménagères dans les décharges à ciel ouvert, dans les coins de rue, dans les jardins de case, dans les cours d'eau et canalisations. Enfin, 8,8 % de ménages-migrants pratiquent une gestion mixte combinant les deux premières. L'analyse par site d'investigation révèle la prédominance de la gestion moderne des ordures ménagères dans chacune des quatre villes (graphique 10).

Tableau 4 : Evaluation des droits de propriété des logements, de possession des titres fonciers et des permis de bâtir de la population de migrants enquêtés (en %)

	Droit de propriété de la maison	Possession d'un titre foncier	Possession d'un permis de bâtir
Douala	43,1	34,2	33,7
Yaoundé	23,7	19,6	23,7
Maroua	35,2	20,4	7,4
Ebolowa	14,0	10,0	16,0
Pourcentage par rapport à l'effectif total ayant fourni des informations	31,8	24,6	25,2

Source: Enquête de terrain, novembre 2012.

La situation inverse est observée en ce qui concerne la gestion des eaux usées domestiques. Il a été constaté que 69 % des ménages-migrants enquêtés ne disposent pas d'un système d'assainissement individuel moderne. Juste 19 % des ménages-migrants enquêtés disposent d'un système d'assainissement moderne. Entre autres, 10,8 % des ménages-migrants pratiquent une gestion mixte qui consiste à combiner les deux premiers modes de gestion. Il se dégage une prédominance de la gestion anarchique des eaux usées domestiques caractérisée par le déversement à l'air libre. L'analyse par site d'enquête fait état de la prédominance de la même logique de gestion anarchique dans chacune des villes enquêtées (graphique 11).

Migration interne, économie urbaine et sécurité urbaine

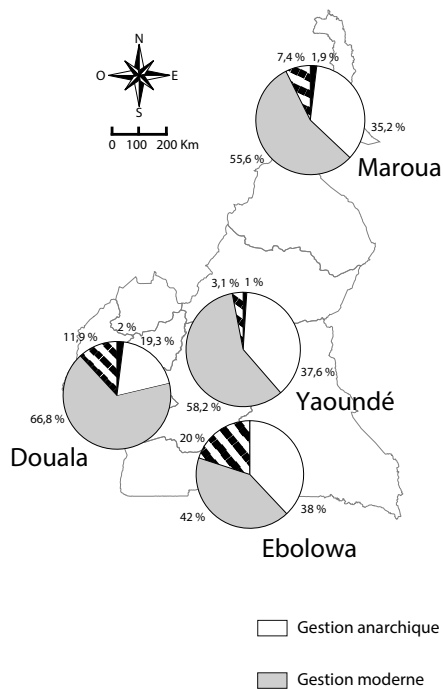
- Migration interne et économie urbaine

La migration urbaine a créé une forme d'économie nouvelle dans les villes camerounaises depuis les années 1980 : l'économie informelle qui, aujourd'hui, est le plus grand pourvoyeur d'emplois. D'une manière générale, 76,4 % des migrants interviewés exercent dans le secteur informel et de revenus. Les revenus des activités informelles sont précurseurs d'une amélioration substantielle des conditions de vie de 56 % des migrants exerçant dans ce secteur depuis leur arrivée en ville. Ces revenus ont également permis à 32,8 % des migrants enquêtés

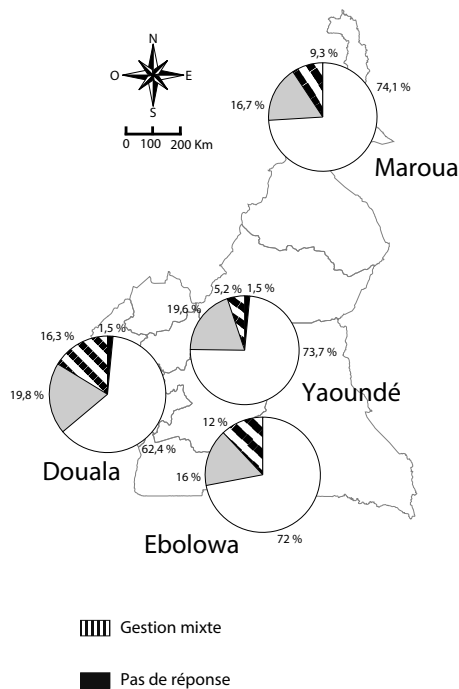
de réaliser des projets sociaux. Le secteur informel est aujourd’hui l’un des principaux générateurs des revenus des collectivités territoriales autonomes dans les villes. Les migrants contribuent de ce fait au développement local. Bien

que non déclarées au registre de commerce, plusieurs activités dites informelles contribuent également au renflouement des caisses de l’Etat et à la consommation des biens économiques.

Graphique 10: Variation des modes de gestion des ordures ménagères au sein de la population de ménages-migrants enquêtés (en %)



Graphique 11: Variation des modes de gestion des eaux usées domestiques au sein de la population de ménages-migrants enquêtés (en %)



Source: Enquête de terrain, novembre 2012.

- Migration interne et sécurité urbaine

La relation entre migration interne et sécurité urbaine se pose à trois niveaux d'échelle. Le premier est relatif à la perception du migrant comme un facteur d'insécurité urbaine. Bien que 23,4 % des ménages-migrants interviewés hébergent au moins un migrant oisif (adulte ou adolescent), il est difficile de conclure que le migrant est un facteur d'insécurité urbaine sans pour autant en avoir les preuves matérielles. Aucun migrant agresseur ou voleur n'a été identifié directement ou indirectement par dénonciation. Cependant, les migrants interviewés ont certifié des cas d'agression sans pour autant se prononcer sur l'identité des agresseurs.

Le second niveau d'échelle est relatif à la perception du migrant comme une victime de l'insécurité urbaine. Sur ce point, 132 agressions physiques datant des deux dernières années ont été recensées dans l'échantillon de ménages-migrants enquêté. D'une manière générale, 38,6 % des migrants ont été victimes d'une agression, 34 % ont été victimes de deux agressions ; 13,6 % ont été victimes de trois agressions ; 6,1 % ont été agressés quatre fois, 6,1 % ont été agressés cinq fois. Un total de 23 agressions sexuelles a été enregistré dont 60,9 % à Douala, 34,7 % à Yaoundé, 4,3 % à Ebolowa et aucune à Maroua. Malgré la forte

abstention dans la production de ces informations, il ressort que le migrant est exposé et vulnérable. Autrement dit, il est une victime de l'insécurité urbaine.

Le troisième niveau d'échelle est relatif à la perception du migrant comme un acteur de la sécurité urbaine. Ici par contre, les observations de terrain révèlent que le migrant est un acteur dynamique dans la promotion de la sécurité urbaine. Il participe aux activités des comités de vigilance physiquement ou à travers des contributions financières. Cette contribution est d'autant plus importante au regard du caractère cosmopolite des origines des agents des forces de défense et de l'ordre dans les villes enquêtées.

5.3 Migration interne et santé urbaine

Cette partie analyse l'influence de la migration interne sur la permanence du risque d'épidémies et sur la crise d'offre de soins de santé. Elle s'achève par une analyse comparative de l'état de santé des migrants entre avant et après la migration dans l'actuelle ville de résidence.

Migration interne et dynamique épidémiologique en milieu urbain

La migration interne s'opère dans des conditions qui ne garantissent

toujours pas la sécurité sanitaire tant des migrants eux-mêmes que des autres populations urbaines. Le développement du modèle d'habitat spontané et insalubre par les migrants est l'un des principaux vecteurs du risque d'épidémies dans les villes enquêtées. Ces sites urbains sont des cadres épidémiques par excellence, vu la promiscuité et la pollution multiforme ambiante. Les quartiers insalubres des migrants ont été les foyers de propagation de toutes les épidémies de choléra jusqu'ici enregistrées à Douala, Yaoundé, Maroua et Ebolowa. Le risque de contamination est donc réel, car, les quartiers spontanés et insalubres des migrants souffrent particulièrement d'une crise de ravitaillement en eau potable. Aussi vrai que 63,8 % des ménages-migrants enquêtés consomment l'eau du réseau de canalisation comme eau de boisson. Ces migrants consommateurs de l'eau de canalisation sont tout de même exposés à des contaminations avec la politique de recours à d'autres sources de ravitaillement pour d'autres usages. Si l'eau de canalisation est utilisée comme eau de boisson, l'eau des puits, forages, cours d'eau, est utilisée pour la cuisson, la lessive, les bains corporels. L'eau de canalisation présente déjà des risques de contamination. Meva'a Abomo (2006) montre la présence des matières en suspensions dans l'eau de canalisation de la ville

de Douala et responsables de sa coloration brunâtre. Les conditions d'hygiène de l'habitat sont favorables au développement de maladies. Le paludisme a été contracté par 57,6 % des migrants interviewés après leur installation dans leurs actuels lieux de résidence. Entre autres, 10,8 % des migrants enquêtés ont contracté la fièvre typhoïde, 1,2 % la tuberculose, 1,6 % les dermatoses, 0,8 % les IST/MST. Un migrant de Yaoundé atteste avoir contracté le virus HIV après sa migration urbaine.

Migration interne et système d'offre de soins de santé publique

Il existe une relation inverse entre migration interne et système urbain d'offre de soins de santé. Premièrement, de par sa qualité et ses capacités, le système d'offre de soins de santé publique en milieu urbain est un élément déclencheur de migrations. La forte présence des services d'administration de soins, d'information, d'éducation et de communication sanitaire, l'observation de l'hygiène corporelle, l'observation des mesures de prévention et enfin, l'accessibilité géographique puis tarifaire aux établissements de santé publiques et aux médicaments, sont un statut d'élément déclencheur des flux migratoires du système de santé urbain. Cette opportunité de prise en

charge sanitaire a été soulignée par les 53,4 % des migrants ayant attesté de l'amélioration substantielle de leur état de santé depuis leur arrivée dans la ville d'enquête. Deuxièmement, le système d'offre de soins de santé publique en milieu urbain est une victime de la migration.

En principe, la migration provoque une surpopulation urbaine au Cameroun. Il en résulte une forte demande de soins sans cesse croissante, en inadéquation avec les capacités du système d'offre de soins. Ce système fonctionne donc à un régime de surcharge. L'émergence d'un système informel d'offre de soins moderne, le développement de l'automédication, et l'émergence

de la médecine traditionnelle en ville, sont autant d'effets induits par l'insuffisance quantitative et qualitative de l'offre des soins de santé publique dans les villes enquêtées. Les migrants généralement pauvres ont donc recours à différents moyens thérapeutiques et à divers mécanismes de prise en charge sanitaire. Dans la pratique, 42,2 % des migrants interviewés ont reconnu pratiquer le diagnostic de présomption. Le diagnostic médical conventionnel intervient généralement en cas de complication de la maladie. Le tableau 5 ci-dessous présente les fréquences d'apparition de chaque type de diagnostic dans les différentes villes enquêtées.

Tableau 5 : Etat de la prédominance des types de diagnostic des maladies au sein de la population des ménages-migrants enquêtés (en %)

	Diagnostic de présomption	Diagnostic médical légal
Douala	39,1	57,9
Yaoundé	48,5	47,4
Maroua	38,9	42,6
Ebolowa	34,0	56,0
Pourcentage par rapport à l'effectif total ayant fourni des informations	42,2	52,0

Source: Enquête de terrain, novembre 2012.

Six moyens thérapeutiques de prise en charge des troubles de santé des migrants ont été identifiés (tableau 6). La médecine moderne légale est sollicitée par 49,2 % des ménages-migrants. La médecine moderne informelle pratiquée par des prestataires clandestins constitue le moyen thérapeutique de prédilection de 18 % des ménages-migrants enquêtés. L'automédication ou l'auto-prise en charge médicale a été déclarée par 7,2 % des ménages-migrants enquêtés. Juste 8,8 % des ménages-enquêtés ont attesté recourir à la médecine traditionnelle et 0,4 % sollicitent la médecine prophétique auprès des groupes de prières. Enfin, 11,6 % des ménages-migrants ont déclaré recourir à la médecine mixte qui est la combinaison de plusieurs moyens.

Une forte variabilité des lieux de ravitaillement des migrants urbains en médicaments a également été enregistrée. Quatre principaux lieux de ravitaillement ont été identifiés : les pharmacies publiques, les pharmacies communautaires ou pro-pharmacies logés dans les hôpitaux, les pharmacies de rue ouvertes par les prestataires informels et les points de vente des produits traditionnels. Cependant, cinq sources d'approvisionnement en médicament ont été identifiées. 47,8 % des migrants interviewés s'approvisionnent dans les pharmacies publiques, 16,6 % dans les pro-pharmacies, 28,2 % dans

les pharmacies de rue, 8,8 % dans les points de vente des produits traditionnels et enfin, 11,6 % ont recours à l'approvisionnement mixte où se combinent toutes les autres sources.

Prédominance d'une amélioration de la santé des migrants une fois en ville

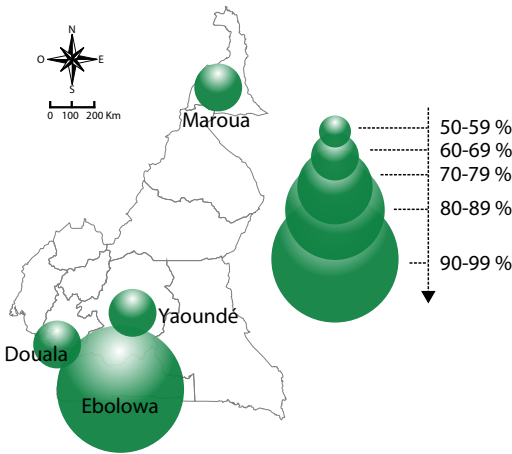
Malgré le statut de facteur de précarité sanitaire de la migration interne en milieu urbain, une étude comparative de l'état de santé des migrants entre leur ancien et actuel lieu d'habitation révèle une amélioration substantielle. Cette amélioration a été signalée par 53,4 % des migrants interviewés en moyenne, soit, 52,5 % des migrants à Douala, 45,3 % à Yaoundé, 74,1 % Maroua et 66 % à Ebolowa. Cette amélioration est une réponse à l'observation de certaines mesures de prévention comme par exemple l'utilisation de la moustiquaire. En principe, 70,2 % des ménages-migrants interviewés ont au moins une moustiquaire et 88,2 % de ces moustiquaires sont imprégnées. Cette forte apparition des moustiquaires imprégnées est une réponse à la distribution permanente de ce matériel de prévention aux femmes enceintes et aux enfants de moins de cinq ans dans les hôpitaux publics. Le graphique 12 ci-contre présente les proportions d'apparition desdits ménages dans les différentes villes enquêtées.

Tableau 6 : Evaluation des moyens thérapeutiques choisis par la population des ménages-migrants enquêtés (en %)

	Pas de réponse	Médecine moderne légale	Médecine moderne informelle	Auto-médication	Médecine traditionnelle	Traitement mixte	Médecine prophé-tique
Douala	2,0	53,0	24,0	6,7	6,9	19,3	0,0
Yaoundé	2,6	45,8	28,9	7,7	10,8	8,8	0,0
Maroua	16,7	52,6	7,1	9,0	9,3	0,0	3,7
Ebolowa	12,0	45,4	12,0	5,4	8,0	4,0	0,0
Pourcentage par rapport à l'effectif total ayant fourni des informations	4,8	49,2	18,0	7,2	8,8	11,6	0,4

Source: Enquête de terrain, novembre 2012.

Graphique 12 : Variation des proportions de ménages-migrants nantis d'au moins une moustiquaire (en %)



Source: Enquête de terrain, novembre 2012.

5.4 Analyse des résultats de l'étude

Cette partie s'articule sur trois points. Elle commence tout d'abord par une auto-évaluation de la méthode exploitée. Elle se poursuit par l'analyse proprement dite des résultats obtenus et s'achève par la présentation des enjeux et défis inhérents.

Une méthode soumise à l'épreuve de la généralisation des résultats d'étude

La méthode appliquée à la présente étude a abouti à une meilleure connaissance de l'interaction migration interne, urbanisation et santé dans les villes étudiées : Douala, Yaoundé, Maroua et Ebolowa. La méthode de mesure de la qualité expérimentée repose sur l'exploitation d'une technique qualitative de collecte des données (l'entretien directif), et le recours à une double analyse (qualitative et quantitative). L'exploitation de cette méthode suivant des approches pluridisciplinaire et systémique a permis l'élaboration des catégories, des classifications et des structures relatives à l'objet d'étude, à partir de l'analyse du discours populaire sur la migration urbaine pratiquée, vécue, perçue, et même représentée. La quantification de ces éléments issus de l'analyse qualitative structurée

suivie d'une cartographie à l'échelle fine des seuls sites d'investigation, traduit l'expérimentation à succès de la méthode de mesure de la qualité appliquée. Cependant, la généralisation des résultats à tout le Cameroun se heurte à la faible représentativité statistique de l'échantillon de villes étudiées (4) par rapport à la population totale des villes du pays (312). Un échantillon plus significatif en terme de nombre de villes d'investigation (au moins 5 % de la population totale de villes, soit 16 villes) aurait produit des résultats généralisables à tout le territoire national.

Des résultats révélateurs de la prédominance d'un impact positif de la migration interne sur les développements urbain et national

Les résultats de cette étude sont globalement révélateurs d'une fonction contradictoire du phénomène migratoire dans les quatre villes étudiées. D'une part, ce phénomène est un enjeu contribuant à grande échelle au développement urbain. Il est le principal facteur de croissance démographique rapide, incontrôlée et incontrôlable dans les villes enquêtées. Il est le facteur d'émergence des quartiers spontanés et insalubres. Il est indissociable de la causalité de la crise environnementale et de la précarité sanitaire en vigueur

dans les villes enquêtées. Ces effets pervers sont l'aboutissement d'un premier aspect de la migration urbaine : la migration d'infortune. Elle est pratiquée par une catégorie d'acteurs : les migrants infortunés ou pauvres.

D'autre part, la migration interne n'est pas qu'enjeu au développement urbain :

- Sur le plan sociodémographique, le poids démographique des villes enquêtées n'est pas exclusivement un facteur limitant leur développement. Il en est aussi un pivot incontestable avec des répercussions sur le développement national. Car, cette population représente un grand marché d'écoulement des produits économiques. Elle induit une forte consommation des biens et services qui a un effet positif sur l'économie nationale. Les deux capitales Douala et Yaoundé qui totalisent plus du quart de la population totale du pays ont aussi les plus forts taux de consommation urbaine, de main d'œuvre pour toute forme de prestation. Elles sont les poumons de l'économie nationale.
- Sur le plan de l'aménagement urbain, il a été noté sur le terrain que l'habitat insalubre n'est pas une exclusivité des quartiers des migrants. Les quartiers des non-migrants se caractérisent

aussi par une occupation anarchique de l'espace et un habitat précaire. Si les quartiers des non migrants observés ne sont pas spontanés, ils ne sont pas toujours planifiés, ni occupés dans leur intégralité. Plusieurs quartiers de non-migrants sont donc autant insalubres et précaires que les quartiers des migrants. Par ailleurs, les observations in situ révèlent que les migrants sont des promoteurs avérés de l'habitat moderne, au mieux, de la recrudescence des constructions luxueuses dans les quartiers résidentiels de Douala (Bonapriso, Akwa, Bonamossadi, Maképé, etc.), de Yaoundé (Bastos, quartier du lac, Mendong, Hippodrome, Odza, etc.), de Maroua (Djarengol, Domayo, Palar, etc.) et d'Ebolowa (Angalé, Mekalat, etc.). Il s'agit d'un habitat respectant les normes d'urbanisation qui reconfigure de manière supposée la morphologie urbaine des villes enquêtées. Au total, le migrant n'est pas exclusivement promoteur d'un habitat insalubre. Il est aussi un moteur d'émergence de plus en plus rapide des quartiers résidentiels dans les capitales régionales étudiées ; un co-architecte incontestable d'une ville moderne et viable. Il s'agit là d'une réponse à la migration de fortune, le second aspect de la migration urbaine pratiquée par les migrants fortunés.

- Sur le plan environnemental, les migrants, toutes catégories confondues, contribuent à la viabilisation de l'espace habité à travers leur participation aux activités d'entretien de leurs quartiers d'habitation. En principe, l'intégration sociale du migrant est promue par son implication dans certaines activités communautaires. Plusieurs comités d'hygiène et de salubrité ont également été identifiés dans les quartiers enquêtés. Les migrants s'investissent dans l'assainissement, la libération des caniveaux, l'entretien des chaussées et voies impraticables, dans leur espace de vie. Ce dynamisme est parfois l'unique moyen de viabilisation de l'espace habité dans les secteurs urbains marginaux (quartiers périphériques, bas-fonds marécageux) à accessibilité difficile pour les services d'hygiène et salubrité (HYSACAM) et même pour les agents municipaux en charge de l'entretien de la ville. Déjà, les descentes sur le terrain révèlent que les non-migrants sont aussi pollueurs que les migrants. Des tas d'ordures ménagères à ciel ouvert, des eaux usées stagnantes, les cours d'eau pollués ont été identifiés dans les quartiers des non-migrants de Douala, Yaoundé, Maroua et Ebolowa. La gestion anarchique des ordures ménagères et des eaux usées domestiques n'est donc pas une exclusivité des quartiers des migrants. En définitive, le migrant ne devrait plus être considéré exclusivement comme un agent de dégradation de l'environnement urbain, et encore moins, comme l'unique pollueur. Il est aussi un acteur dynamique dans la quête et la reconquête d'un environnement urbain viable. Son dynamisme est même un atout incontestable de promotion de la ville durable à Douala, Yaoundé, Maroua et à Ebolowa.
- Sur le plan sanitaire, les observations in situ ont permis de constater que le migrant n'est pas plus exposé ni plus vulnérable que le non-migrant. En ce qui concerne les problèmes liés à l'eau, par exemple, l'interdépendance et l'interpénétration des nappes d'eau tant superficielles que souterraines assurent la diffusion des germes et la contamination de toutes les eaux urbaines. Toute la population urbaine (migrants et non-migrants) s'en trouve exposée et vulnérable. La diffusion des germes en ville est également assurée par la mobilité des animaux errants, des personnes et des objets souillés. Les lieux publics où les migrants et les non-migrants se retrouvent sans aucune discrimination sont les espaces de contamination par excellence

des maladies transmissibles. Il s'agit là des mécanismes du processus d'épidémisation de certaines maladies transmissibles. L'épidémie de choléra de 2004 peut être citée en guise d'illustration. Parti d'un puits insalubre (foyer principal du vibron cholérique) d'un quartier des migrants de Douala (Bepanda TZF), le choléra s'est tout d'abord propagé dans toute la ville, puis, dans sept régions sur les dix que compte le pays (Assako Assako et al., 2005). Les villes de Yaoundé, Maroua et Ebolowa ont été frappées par cette épidémie. D'autres observations de terrain menées pendant cette étude apportent de nombreuses informations qui renseignent davantage sur cette épidémisation. En principe, les quartiers des non migrants ne sont pas toujours des exemples en matière d'hygiène et salubrité comme cela a été signifié plus haut. La permanence du risque d'émergence des maladies insalubres est avérée, tout comme le risque d'épidémisation ou de propagation spatiale. En définitive, l'enjeu sanitaire dans les villes enquêtées n'est pas une exclusivité des quartiers spontanés et insalubres des migrants, ni inhérent à la migratoire.

- La migration urbaine s'accompagne de la déportation en ville des pratiques

socioculturelles à l'exemple de la pharmacopée traditionnelle. Malgré ses inconvénients, le rôle complémentaire de cette médecine est irréfutable dans un contexte d'inadéquation entre l'offre et la demande en soins médico-sanitaires, de dysfonctionnement du système de soins multiples du système de santé urbain. Comme le souligne Meva'a Abomo (2011 ; 2012a), la faible et inégale couverture sanitaire, les problèmes d'accessibilité financière aux soins et aux médicaments, la crise de surveillance des épidémies, la paralysie de la santé communautaire, etc., sont auteurs d'indicateurs des dysfonctionnements du système de santé urbain témoignant d'une émergence de plus en plus intégrée de la médecine traditionnelle dans les villes enquêtées. Malgré ces dysfonctionnements, la proximité des services d'offres de soins en ville entretient toutefois un mieux-être sanitaire au sein de la population de migrants enquêtés. Elle est un facteur incontestable d'amélioration des conditions de vie ou de développement humain des migrants. Les hôpitaux et cliniques, les pharmacies publiques, les laboratoires médicaux, bref, tout le secteur privé de la santé publique est majoritairement contrôlé par les migrants à Douala, à Yaoundé à Maroua et à Ebolowa.

La plupart des fonctionnaires d'état exerçant dans le secteur de la santé publique sont aussi des migrants. La pharmacopée traditionnelle apporte une contribution non négligeable à ce mieux être. De même, la participation des migrants dans les activités des comités d'hygiène et salubrité dans les quartiers de migrants et mixtes (migrants et non-migrants) soulignée plus haut, traduit la contribution de cette couche de la population urbaine dans la promotion de la santé communautaire.

- Sur le plan de l'insécurité urbaine, les résultats de l'étude montrent que le migrant est autant victime de l'insécurité urbaine tout comme le non-migrant. Si ce dernier ne peut être totalement marginalisé dans la cause de cette insécurité, il ne peut non plus être indexé tout seul. La responsabilité est donc partagée entre tous les acteurs urbains. Cependant, il a été établi que le migrant est un promoteur de la sécurité urbaine à travers sa participation aux activités des comités de vigilance créés dans les quartiers depuis les années 1990. Une réduction substantielle de la criminalité et des cambriolages à domicile a été enregistrée depuis l'instauration de ce système de veille et de sécurité communautaire dans les quartiers.

Un système d'autofinancement a même été révélé par les acteurs des comités de vigilance. Les habitants des quartiers participent ou soutiennent financièrement les jeunes qui veillent chaque nuit. Par ailleurs, plusieurs bandits et agresseurs sont quotidiennement capturés grâce aux moto-taximen, constitués majoritairement de migrants. Leur intervention sous forme d'essaim d'abeilles est généralement plus rapide que les forces de l'ordre. Sans toutefois les disculper dans certains cas d'agression, ils contribuent tout de même à la sécurité urbaine. Il s'agit donc d'un potentiel à canaliser pour une meilleure valorisation.

- Sur le plan socioéconomique, il a déjà été souligné que la migration urbaine est inductrice du célèbre secteur informel, pourvoyeur d'emploi (bien que précaire), et donc, régulateur du chômage et de ses effets pervers. Malgré son statut dit « informel », les migrants infortunés qui en sont les principaux acteurs (moto-taxi, petits commerçants), payent des taxes à la municipalité et aussi à l'Etat. Sous cet angle, la migration interne contribue énormément au renflouement des caisses des collectivités territoriales autonomes et même de l'Etat. Elle est un déterminant privilégié de l'essor de l'économie non plus

urbaine seulement, mais aussi nationale. Déjà, les acteurs de l'économie dite « formelle » sont majoritairement des individus venus d'ailleurs (les migrants et quelques immigrants) à Douala, à Yaoundé, à Maroua et à Ebolowa, où les autochtones sont aujourd'hui minoritaires.

- Le déplacement massif des jeunes à des fins de formation académique et professionnelle vers les mégapoles universitaires nationales à l'exemple de Douala, Yaoundé, Maroua et Ebolowa, promeut le développement d'un capital humain de plus en plus qualifié et diversifié, dans un contexte d'essor de l'enseignement supérieur professionnel. Une ressource humaine utile et nécessaire pour le développement socioéconomique national et la réalisation des grandes ambitions du gouvernement relatives à la transformation du Cameroun en un pays émergent à l'horizon 2035.
- L'analyse de l'interaction genre et santé des migrants révèle une variation de l'exposition et de la vulnérabilité des migrants entre les hommes et les femmes. En ce qui concerne l'exposition, les activités urbaines pratiquées par les hommes les exposent parfois plus que les femmes. La manutention, la moto-taxi et le gardiennage de nuit sont autant

d'activités de différenciation des niveaux d'exposition sanitaire en fonction du genre dans les villes enquêtées. Les hommes sont soumis à une seule forme de prise en charge sanitaire : l'auto prise en charge où ils sont les seuls garants de leur propre état de santé. Les femmes par contre bénéficient de deux opportunités : l'auto prise en charge sanitaire et la prise en charge sanitaire assurée par leurs conjoints. Avoir un conjoint devient une politique séculaire et préventive justiciable de la forte natalité enregistrée dans les quartiers populaires des migrants. Elle est également justiciable de la prolifération des infections et maladies sexuellement transmissibles dans ces quartiers urbains. Mais en cas de trouble de santé, les femmes ont une meilleure accessibilité financière aux soins de santé vu leur deux possibilités sus-évoquées. 42,2 % des migrantes interviewées ont attesté être sous une prise en charge sanitaire totale ou partielle par leur conjoint quel que soit le statut conjugal. Ce couvert leur permet de réaliser des économies et de rentabiliser leur migration auprès de la famille restée dans l'arrière-pays avant les hommes. Au total, l'intégration urbaine des femmes est d'une manière générale plus facile et plus harmonieuse que celle des hommes.

■ En plus des aspects sanitaires, il a été constaté que dans les mêmes conditions de non-qualification générales des migrants, les femmes s'intègrent plus vite que les hommes dans le milieu socioprofessionnel. Elles peuvent elles-mêmes entreprendre une quelconque activité lucrative et s'auto-employer. Elles peuvent également bénéficier d'un appui de leur conjoint pour débiter cette activité. D'autres se font facilement recruter dans les entreprises par le truchement de leur conjoint ou l'un de leurs conjoints très souvent mieux installés. Cette dernière analyse est révélatrice d'une variation du vécu migratoire en fonction du genre. Seulement, cette différenciation est liée à l'exploitation abusive du sexe féminin en milieu urbain. Cette réalité soulève dès lors une double problématique de la migration et du genre au Cameroun : celle de l'intégrité de la migration féminine d'une part, puis celle de l'intégration urbaine de la migrante d'autre part.

En somme, la migration urbaine contribue par ces bienfaits à la production de richesse et de qualité de vie, au mieux, à la production du développement lié à l'urbanité. Un impact positif de la migration interne sur l'urbanisation et la santé se dégage malgré quelques limites, insuffisances

et exceptions bien modulables. Sous cet angle, la migration urbaine devient une possibilité de développement à promouvoir.

Enjeux et défis

La prédominance d'un impact positif de la migration sur l'urbanisation et la santé, telle que révélée par la présente étude, recentre les débats économique, social, politique et même scientifique sur l'enjeu développementaliste de la migration interne. Cette prédominance ne devrait pas non plus occulter les répercussions néfastes de la migration interne suffisamment mises en exergue par la présente étude. La mise d'un accent particulier sur la couche défavorisée des quartiers des migrants et les ménages-migrants dans l'échantillonnage trouve dès lors tout son fondement stratégique, son objectif mobilisateur et stimulateur d'une action visant à changer les choses. Par ailleurs, les répercussions néfastes du phénomène de migration urbaine tel que constaté sont à la base d'un problème de fond. Il s'agit du problème de maîtrise et de gestion de ce fait de société en vue d'optimiser sa rentabilité économique, sociale, culturelle et environnementale. La migration interne et surtout urbaine, est jusqu'ici restée au stade d'un fait de société marginal et marginalisé dans les arènes de la gouvernance

publique puis de la planification du développement économique et social. En raison de cette marginalité, elle produisait des effets néfastes et contribuait à certaines crises notamment urbaines et même rurales.

La régulation des dites répercussions néfastes et l'optimisation de la fonction de développeur de la migration interne se présentent comme les principaux défis pour les gouvernants, la société civile, les populations elles-mêmes et les chercheurs. En outre, la régulation de l'habitat spontané et insalubre, la promotion des logements sociaux

décents et des infrastructures sociocollectives, l'amélioration quantitative et qualitative de l'offre de soins en milieu urbain marquée par une régulation des accessibilités géographique et financière sont autant de défis spécifiques dans les villes camerounaises. Le développement rural et la promotion des activités génératrices de revenus dans les villes secondaires, les localités rurales et dans les campagnes constituent un autre ensemble de défis que révèle cette étude pour réguler les flux de migration urbaine.

6. Conclusions et recommandations

La présente étude pose le problème de l'interaction entre migration interne, urbanisation et santé au Cameroun. La méthode de mesure de la qualité a été exploitée d'une manière générale. La technique d'entretien directif a été exploitée pour la collecte des données dans quatre villes échantillonnées à partir du croisement de plusieurs critères d'éligibilité. Les données collectées ont été analysées à partir des techniques qualitative, quantitative et spatiale. Au terme de cette étude, trois principales affirmations peuvent être formulées.

Premièrement, la migration urbaine est un déterminant incontestable de la crise d'urbanisation en général et du modèle d'urbanisation spontané et insalubre qui prédomine dans les villes enquêtées. Elle est un facteur de surpopulation, d'émergence de l'habitat spontané et insalubre, de crise environnementale de non maîtrise de la croissance spatiodémographique des villes étudiées. Par ailleurs, les modes d'occupation du sol et les pratiques urbaines des migrants font de la migration interne un facteur de propagation des épidémies dans des villes dans un contexte où les systèmes urbains de santé fonctionnent en surcharge du fait des flux migratoires de plus en plus importants et non maîtrisés.

Deuxièmement, la migration interne n'est pas qu'enjeu et contrainte au développement urbain et sanitaire. Elle en est d'ailleurs un facteur irréfutable vu la contribution des migrants dans la fonctionnalité urbaine. Le fort peuplement des villes enquêtées en fait de véritables appareils de consommation des biens et services utiles à l'économie urbaine et même nationale. Les migrants sont les promoteurs de l'immobilier de luxe et des quartiers résidentiels dans les sites urbains enquêtés. Ils sont par conséquent des acteurs dynamiques dans le développement de la ville moderne. Ils participent activement à l'entretien de l'environnement urbain et à la santé communautaire. Ils sont les promoteurs du secteur privé de la santé publique et constituent une majorité écrasante dans le personnel du secteur public de la santé publique. Ils sont créateurs du secteur de l'économie informelle qui est un poumon privilégié de l'économie non plus urbaine seulement, mais aussi et surtout nationale. La migration dans les capitales régionales enquêtées est un moyen d'amélioration des conditions de vie des migrants à la recherche d'une prise en charge sanitaire, d'un travail, d'une formation scolaire, académique ou professionnelle. Elle est donc un vecteur de développement humain de la population étudiée. Au total, la

migration urbaine contribue par ces bienfaits, à la fonction productrice de richesse et de qualité de vie intrinsèquement liée à l'urbanité.

Troisièmement, une comparaison des impacts négatifs puis positifs de la migration urbaine aboutit globalement à la prédominance absolue d'une fonction beaucoup plus contributive que contraignante à l'égard du développement non seulement urbain mais aussi national. Une reconstitution des causes entraînant des effets pervers de la migration urbaine a été faite. Il en ressort qu'ils ne relèvent pas d'un quelconque état de nature du phénomène migratoire, mais plutôt un état de fait résultant de la crise de planification et de gouvernance urbaine en vigueur dans les villes enquêtées. L'un des grands mérites de la migration est de composer et de recomposer continuellement les structures urbaines, de redynamiser sans cesse la fonctionnalité urbaine et donc, de renouveler ou de régénérer indéfiniment la fonction productrice du développement humain jusqu'ici attribuée à la ville.

Cependant, ce mérite produit les effets inverses si le processus de migration urbaine s'opère dans l'anarchie comme il en est le cas à Douala, à Yaoundé, à Maroua et à Ebolowa : déstructuration et déconnexion urbaine, dysfonctionnements de la ville, mauvais développement,

sous valorisation des facteurs de développement liés à la migration. Le problème se pose en définitive au niveau de la maîtrise et de la gestion de ce phénomène sociétal. Un phénomène qui n'est pourtant pas pervers en lui-même mais qui est plutôt en proie à une crise de gestion. Face à cette réalité, la présente étude prescrit un Plan cadre de gouvernance anticipative de la migration interne (PC-GAMI) en guise d'alternative. Il s'agit d'un outil de prise de décision et un programme d'action directement exploitable en matière d'optimisation des rentabilités économique, sociale et environnementale de la migration urbaine à des fins de développement tant du milieu urbain que rural.

Le Plan cadre de gouvernance anticipative de la migration interne (PC-GAMI) prescrit dans cette étude a pour but de transformer la migration interne en un moteur du développement national équilibré, et d'un développement humain équitable et durable. Pour atteindre ce but, l'objectif fixé est de renforcer les capacités institutionnelles, d'améliorer les cadres programmatiques et de gestion stratégique de la migration interne. Dans la pratique, sept recommandations pionnières sont formulées pour l'implémentation du PC-GAMI :

1. La création d'une institution nationale de gouvernance anticipative de la migration

interne rattachée au ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation, mais à vocation trans-ministérielle ;

2. L'élaboration d'un cadre législatif et juridique de gouvernance anticipative de la migration interne ;

3. L'élaboration d'une géopolitique nationale de gouvernance anticipative de la migration urbaine mise en œuvre par l'institution susmentionnée. Cette géopolitique est fondée sur deux aspects :

a) La géostratégie d'anticipation en milieu rural: promotion du développement rural pour stabiliser les populations rurales et inciter les migrants précairement installés en ville à la migration retour :

i) Création des sources d'emplois dans le secteur primaire en fonction des potentialités et opportunités de chaque localité ;

ii) Intensification de la subvention des projets générateurs des revenus pour les jeunes en milieu rural (PME, GIC) ;

iii) Construction d'infrastructures et d'équipements socio-collectifs en milieu rural (voirie rurale, établissements

d'enseignement primaire, secondaire et supérieur; Centre de soins de santé primaires, hôpitaux, etc.) ;

iv) Création et renforcement des filières agricoles en mettant un accent sur l'amélioration des techniques agricoles, l'accessibilité aux subventions et aux marchés d'écoulement, la facilitation de l'écoulement de la production et l'optimisation de la rentabilité du travail agricole ;

v) Création des centres de formation et d'intégration professionnelle en milieu rural (formation en techniques agricoles, piscicoles et d'artisanat ; formation en soins de santé primaire et paramédicale ; formation en métiers générateurs de revenus).

b) La géopolitique d'anticipation en milieu urbain :

i) Elaboration et mise en œuvre des planifications urbaines décennales en toute rigueur, en prévoyant les nouveaux sites d'installation organisée des populations avant leur arrivée ;

ii) Création d'une brigade de migration urbaine dans les quartiers, les services

- municipaux et des forces de l'ordre des villes, afin de cerner les flux migratoires à l'échelle de proximité, d'anticiper sur les installations anarchiques, de jouer le rôle de cellule d'écoute et de suivi quotidien des migrants ;
- iii) Recensement et normalisation individualisée des activités du secteur informel (moto-taxi, agriculture urbaine, Call-Box, petit commerce, etc.) pour une meilleure et durable insertion socioprofessionnelle des migrants et une optimisation de leur contribution au développement économique ;
 - iv) Initiation d'un programme de décongestionnement des villes fondé sur l'adoption et la mise en œuvre de mesures incitatives de migration volontaire de retour assistée (MRA) ;
 - v) Promotion de la santé communautaire (création et renforcement des capacités des comités d'hygiène et salubrité dans les quartiers urbains, élaboration et mise en place des programmes d'Information, Education et Communication pour la santé, formation des citoyens en technique de soins de santé primaire à l'échelle du quartier, etc.) ;
 - vi) Renforcement des capacités de formation technique et professionnelle du Fonds National de l'Emploi ;
 - vii) Extension de la couverture sanitaire des villes en multipliant les centres de santé dans les zones urbaines dépourvues, notamment, les quartiers spontanés et insalubres, les quartiers périphériques ;
 - viii) Création des centres de formation et d'intégration professionnelle par les collectivités territoriales autonomes ;
 - ix) Promotion du développement des villes secondaires considérées comme des goulots de régulation de l'exode rural et des flux de migration interurbaine.
- 4. L'intégration du phénomène de migration interne dans toute stratégie nationale de réduction de la pauvreté et dans toute planification de développement national ;
 - 5. La création d'un Centre national de veille et de surveillance intégrées de la migration interne, une structure connexe de l'Institution nationale de gouvernance anticipative de la migration interne axée sur les études et la

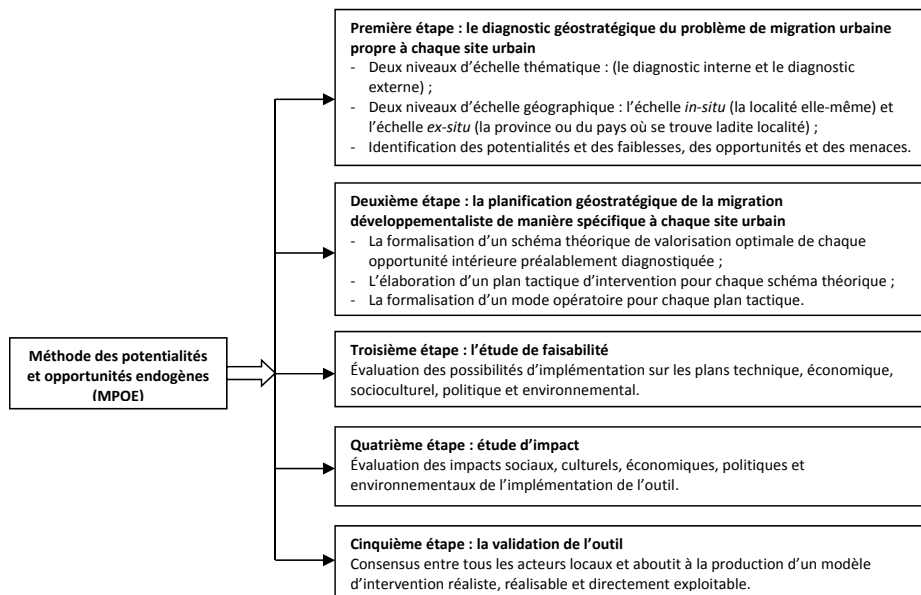
recherche scientifique en étroite collaboration avec les universités ;

6. L'exploitation contextualisée de la Méthode des potentialités et des opportunités endogènes / MPOE (Meva'a Abomo, 2013a) dans la phase de concrétisation. La MPOE est un mode opératoire en matière de résolution efficace et durable des problèmes de développement local. Elle préconise une démarche à cinq étapes : le diagnostic géostratégique, la planification

géostratégique, l'étude de faisabilité, l'étude d'impact et la validation de la planification géostratégique (graphique 13) ;

7. La promotion de la collaboration et de la coopération en vue de promouvoir l'échange d'expériences avec les Etats, les institutions et organismes avancés dans la gouvernance de la migration interne.

Graphique 13 : Schéma de synthèse de la Méthode des potentialités et opportunités endogènes (MPOE) adaptée à la régulation du problème de migration interne (Meva'a Abomo, 2013a)



Malgré les effets d'altérité négligeables des insuffisances méthodologiques liées à un échantillon de villes d'observation assez réduit, l'objectif principal de l'étude qui était « de réaliser une analyse structurée de la dialectique migration interne, crise d'urbanisation et précarité sanitaire ambiante en milieu urbain, en cernant les opportunités tangibles que celle-ci offre pour en faire un moteur de production d'un développement humain durable », a été atteint. D'après les résultats obtenus, la première hypothèse qui stipulait que « la migration interne est un déterminant de la crise d'urbanisation et de la précarité sanitaire dans les villes camerounaises » a été vérifiée dans les villes enquêtées. La deuxième hypothèse qui stipulait que : « la gouvernance stratégiquement planifiée et à vocation anticipative de la migration interne est un moteur de transformation de ce phénomène sociétal d'une contrainte en une opportunité de développement urbain au Cameroun » a également été vérifiée dans les villes enquêtées. Malgré l'échantillon réduit des sites d'investigation, celui-ci a tout de même permis de cerner globalement

le problème de l'interaction migration interne, urbanisation et santé au Cameroun, vu la forte représentativité qualitative des quatre villes observées (Douala, Yaoundé, Maroua et Ebolowa), par rapport à l'objet d'étude. Les résultats des investigations ont permis d'élaborer un outil de gestion politiquement opportun, socialement attendu, économiquement réalisable et culturellement intégrant. Le but de l'étude qui était de : « contribuer à l'amélioration des cadres institutionnel, programmatique et stratégique de gestion de la migration interne au Cameroun » a ainsi été atteint. Rendu à ce stade de l'étude, une question de fond se dégage en rapport avec la faisabilité du PC-GAMI : Si la migration interne est une opportunité de développement tant urbain qu'humain à l'échelle nationale, la mobilisation des moyens pour l'opérationnalisation du PC-GAMI ne devrait-elle pas être considérée comme un investissement public de valeur pour l'État camerounais ?

7. Références

Aktouf, O.

- 1992 *Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations. Une introduction à la démarche classique et une critique.* Les Presses de l'Université du Québec, Montréal.

Alawadi Z.

- 2006 Problématique de la cohabitation inter- communautaire au Nord du Cameroun. L'expérience des communautés migrantes, *Revue internationale des Sciences Humaines et Sociales*, 1(1) : 319-349.

Amou'ou Jam, J.P., A. Melingui et A. Tchepannou

- 1985 *Géographie, le Cameroun*, Armand Colin, Paris, 128p.

Assako Assako, R.J., D. Meva'a Abomo et L.B. Tchuikoa

- 2005 Etude géographique de l'épidémie de choléra à Douala ou la qualité de vie à l'épreuve des pratiques urbaines. *Espaces, qualité de vie et bien être.* Presses Universitaires d'Angers, Angers.

Ba'ana Etoundi, M.L.

- 1996 *Dynamique et fragilité des pôles secondaires au Cameroun : le cas de Kribi.* Thèse de Doctorat de Géographie. Université Paris IV-Sorbonne.

Bekolo Engoudou, B.D.

- 2008 *La relation thérapeutique dans les interférences entre médecine conventionnelle et traditionnelle. Une lecture anthropologique à l'hôpital Laquintinie et à l'African clinic de Douala (Cameroun).* Mémoire de DEA d'Anthropologie de la Santé. Université de Douala.

Corvevin, M.

- 1993 *Archéologie africaine.* Maisonneuve et Larose, Paris.

Cheru, F.

- 2007 Mondialisation et urbanisation inégale en Afrique. *Alternatives Sud : Explosion urbaine et mondialisation – Points de vue du Sud.*

De Bruijin, M., R.Van Dijk et D. Foeken

- 2001 *Mobile Africa. Changing Patterns of Movement in Africa and Beyond,* Leiden, Brill.

Dongmo, J.L.

- 1980 Polarisation de l'espace camerounais : les champs migratoires des villes. *Revue de géographie du Cameroun*, I (2) : 145-160.

Dong Mognol, G.M.

- 2006 *Migrations internes et problèmes fonciers au Cameroun. Les cas de Makenene et Mbangasina dans la région du Mbam, de 1926 à nos jours.* Thèse de Doctorat/Ph. D en Histoire. Université de Yaoundé 1.

Eboussi Boulaga, F.

- 2012 Préface. In *Le Cameroun septentrional en transition. Perspectives pluridisciplinaires* (Alawadi Zelao and Bouba Hamman, eds). L'Harmattan, Paris : 7-9.

Evina, R.C.

- 2009 *Migration au Cameroun, Profil national.* Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), Genève.

Fadibo, P.

- 2012 Femmes et santé au Nord-Cameroun (1902 à nos jours) : des consultations par personnes interposées aux visites médicales féminines directes. In *Le Cameroun septentrional en transition. Perspectives pluridisciplinaires* (Alawadi Zelao and Bouba Hamman, eds.). L'Harmattan, Paris : 231-353.

Gubry, P.

- 1996 Le retour au village est-il une solution ? Le cas du Cameroun, in *Crise et population en Afrique* (Cousy, J. et al., eds.). *Cahiers du CEPED*.

Institut National de la Statistique (INS)

- 2011 *Deuxième Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel au Cameroun (EESI 2) ; Phase 1 : Enquête sur l'emploi, Rapport principal.*

Kalenge Nguvulu, C.

- 2010 *Vue d'ensemble sur les migrations Sud-Sud, tendances du développement et besoins en termes de recherche au Cameroun.* <www.acpmigration-obs.org/sites/default/files/CamFinal.pdf>.

Lututala Mumpasi, B.

- 2007 Les migrations en Afrique centrale : Caractéristiques, enjeux et rôles dans l'intégration et le développement des pays de la région. Papier présenté à l'*Atelier sur les migrations africaines*, du 18 au 21 septembre, Accra.

Mbarkoutou Mahamat, H.

- 2012 Le banditisme urbain au Nord-Cameroun : entre archaïsme et professionnalisme, in *Le Cameroun septentrional en transition. Perspectives pluridisciplinaires* (Alawadi Zelao and Bouba Hamman, eds.). L'Harmattan, Paris : 151-168.

Meka'a, C.B.

- 2007 *Capital humain, migration interne et revenus au Cameroun*. Thèse de Doctorat nouveau régime en économie. Université de Yaoundé 2.

Meva'a Abomo, D.

- 2006a *Etude géographique de l'endémicité du paludisme dans l'interface Environnement et santé à Kribi*. Mémoire de DEA de Géographie. Université de Douala.
- 2006b *De l'abondance des ressources en eau à la rareté de l'eau potable, un indicateur pertinent de la crise managériale des villes littorales du sud: l'exemple de Douala au Cameroun*. Communication scientifique 7ème Conférence Internationale Conférence « Gestion démocratique des bien collectifs / Ville Management », CIDEGEF, A.U.F., C.U.D., University of Douala, 22-24 November 2006, Douala. <www.cidegef.refer.org/douala/mevaa_2.pdf>.
- 2006c *Logiques d'aménagement des marches urbains ou construction du risque environnemental dans les villes du Tiers-monde : l'exemple du marché Mboppi à Douala (Cameroun)*. Communication in the 7th International Conference: « Gestion démocratique des bien collectifs / Ville Management », CIDEGEF, A.U.F., C.U.D., University of Douala, 22-24 November 2006, Douala. <www.cidegef.refer.org/douala/Meva_Abom_o.pdf>.
- 2011 *Etude des facteurs d'endémicité du paludisme urbain à Douala (Cameroun)*. Thèse de Doctorat / Ph. D de Géographie, Aménagement, Développement Durable. Université de Douala.
- 2012a *Dysfunctions study of epidemiological surveillance system of urban malaria in Douala (Cameroon)*. *African Journal of Social Sciences - AJOSS*.
- 2012b *Géographie de la santé appliquée à l'étude des disparités spatio-sanitaires dans la plantation d'Hévécam au Sud – Cameroun, MUTUBE. Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FLSH)*. Université de Douala (sous presse).
- 2013a *La crise de l'eau potable dans les villes côtières du sud : résultats d'une étude menée à Kribi (Cameroun)*. *Revue Internationale des Lettres et des Sciences Sociales « ABA »*, N° 2. Editions Dianoi'a, Chennevières-Marne.
- 2013b *Migration, environnement et changement climatique en Afrique Centrale (pays membres de la CEEAC)*. Communication à Atelier régional de planification de politique stratégique en matière de migration et développement, du 23-24 janvier 2013, Libreville, Gabon, 17p.

Meva'a Abomo, D., M. Fouda, B. Nguehan, G. Pola et A.A. Ebana

- 2011 *Répercussions du développement de l'agriculture urbaine sur la transition démographique des villes du sud : le cas du bassin versant du Mbanya à Douala (Cameroun)*. Laboratory of Research, Planning and Sustainable Development, Department of Geography, University of Douala (non publié).

Meva'a Abomo, D., M. Fouda, B. Chofor Zoum et M. Kamwo

- 2010 *Analyse spatiale du risque d'inondation dans le bassin versant du Mbanya à Douala, capitale économique du Cameroun*. NOVATECH International Conférence, Lyon, 27th June – 1st July 2010. <<http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/handle/2042/35645/11106-052MEV.pdf?sequence=1>>.

Meva'a Abomo, D. et D. Piih

- 2007 *Précarité de l'emploi et insécurité socioprofessionnelle des femmes dans les villes du Tiers-monde : bilan d'une étude expérimentale menée à Douala, capitale économique du Cameroun*. Communication à la Conférence Internationale de l'Association Internationale sur le Sécurité Sociale (AISS), Warsaw (Poland), March. <www.issa.int/fre/Ressources/Rapports-de-conference/Precarite-de-l-emploi-et-insecurite-socioprofessionnelle-des-femmes-dans-les-villes-du-Tiers-monde>.

Mimche, H. et F. Fomekong

- 2008 *Dynamiques urbaines et enjeux socio-démographiques en Afrique noire : Comprendre le présent pour prévoir l'avenir*. *Revue Internationale des Sciences Humaines et Sociales. L'Afrique subsaharienne à l'épreuve des mutations*, 2(2). L'Harmattan : 241-264.

Ndione, B. et J.P. Pabanel

- 2007 *Définition d'un profil migratoire pour la région Afrique Centrale*. Rapport provisoire, Fonds européen du Développement - Afrique Centrale.

Ndjanteng, M.C.

- 2005 *Logiques des acteurs et gestion de l'espace périurbain : le cas de la zone Nylon et de Douala – Nord*. Mémoire de DEA de Géographie. Université de Yaoundé 1.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2007 *Glossaire de la migration No. 9*. OIM, Genève. <www.iom.int/jahia/webdav/site/myjahiasite/shared/shared/mainsite/published_docs/serial_publications/glossary9_fren.pdf>.

Organisation des Nations unies

- 2008 *Principes et recommandations concernant les recensements de la population et de l'habitat.* <http://unstats.un.org/unsd/publication/seriesM/seriesm_67Rev2f.pdf>.

Sali, H.

- 2012 Habitat, urbanisation et problèmes fonciers dans la ville de Maroua : mutations et constances, de 1985 à nos jours. In *Le Cameroun septentrional en transition. Perspectives pluridisciplinaires* (Alawadi Zelao et Bouba Hamman, eds.). L'Harmattan, Paris : 327-348.

Seignobos, C.

- 2002 Les services de santé : des structures sous perfusion internationale. In *Éléments d'une stratégie de développement rural pour le Grand nord du Cameroun*, II-Notes thématiques. Ministère de l'Agriculture du Cameroun, SCAC Cameroun.

Tabapssi, F.T.

- 1999 *Le modèle migratoire bamiléké (Cameroun) et sa crise actuelle : perspective économique et culturelle.* Université de Leiden, Leiden.

Tendron, G.

- 2002 *Les problèmes environnementaux de l'eau et sa gestion à Douala (Cameroun)*, Mémoire de DEA Professionnel, Université de Caen-Basse Normandie.

Van Santen, J.C.M.

- 2012 The Mafa Dispersed: Migration, Citizenship and Access to land in Cameroon. In *Le Cameroun septentrional en transition. Perspectives pluridisciplinaires*, (Alawadi Zelao & Bouba Hamman, eds.), L'Harmattan, Paris : 255-288.

Watang Zieba, F.

- 2011 *Muskuwaari, immigration et mutations spatio-agricoles en pays guiziga (Extrême-Nord Cameroun).* Thèse de Doctorat en Géographie. Université de Ngaoundéré.

Watang Zieba, F. et B. Gonne

- 2009 Le pays guiziga : de l'émigration à l'immigration ou « l'effet miroir » des migrations vers la vallée de la Bénoué. In Kaliao, *Revue de l'Université de Maroua*, Séries Lettres et Sciences humaines, 2.

Watang Zieba, F. et M. Lieugomg

- 2009 Mobilités et mutations agricoles dans la plaine du Diamaré : le cas des terroirs de Foulou et Mobono / carrière. In *Les migrations et mobilités spatiales dans le bassin du Lac Tchad* (Tourneux, H. and Woin, N., eds.). IRD, Marseille : 443-459.

8. Annexe: Guide d'entretien directif

Remarques pour l'enquêteur:

Personne à interviewer : tout individu apte du ménage qui est un migrant ;

Personnes cibles : population de migrants du ménage exclusivement.

Bonjour Madame/Monsieur, je m'appelle....., enseignant-Chercheur à l'université de Douala. Dans le cadre de nos recherches, votre quartier a été choisi pour une étude sur Les problèmes d'urbanisation et de santé en rapport avec la migration interne. Cette étude est commanditée par l'Observatoire Afrique Caraïbes Pacifique sur les migrations en collaboration avec la Société Panafricaine des Bâisseurs (SPB). Elle permettra de formuler des solutions concrètes à plusieurs de vos problèmes ici au quartier. Alors, Avec votre permission, je souhaite avoir une interview avec vous pendant quelques minutes. Vous n'êtes pas obligés d'y prendre part. Néanmoins, compte tenu de l'intérêt des informations que vous voudriez bien nous fournir, je vous prie d'y participer avec sincérité, et rassurez-vous de la confidentialité de vos informations. A présent, pouvons-nous débiter notre entretien ?

THEME 1 : CARACTERISATION DU FAIT MIGRATOIRE

Axe thématique 1 : Informations relatives au migrant interviewé

1. Quelle est votre région d'origine ?
2. Pouvez-vous nous relater votre itinéraire pour arriver dans cette ville ?
3. Depuis combien de temps êtes-vous partis de votre premier lieu de résidence ?
4. Qu'est-ce qui vous a amené à migrer ou à quitter votre lieu de résidence initial pour ici : cause principale ? Autres causes ?
5. Souhaitez-vous retourner habiter dans votre lieu de résidence initiale ?
6. Y a-t-il une ou des conditions préalables à remplir pour que vous soyez motivé à rentrer dans votre lieu de résidence initial ?
7. Si oui, lesquelles ?

Axe thématique 2 : Informations relatives aux autres migrants du ménage

8. Y a-t-il d'autres individus dans votre ménage qui ne sont pas autochtone ?
9. Si oui, ils sont au nombre de combien ?
10. D'où provient chacun d'eux ?
11. Pouvez-vous reconstituer les itinéraires migratoires de chacun ?
12. Depuis combien de temps chacun d'eux est-il arrivé ici dans la maison ?
13. Qu'est-ce qui a amené chacun d'eux à migrer ou à quitter leur lieu de résidence initial pour ici : cause principale ? Autres causes ?

14. Pensez-vous que chacun d'eux souhaite retourner dans son lieu de résidence initial ?
15. Si oui, combien le souhaitent ?
16. Y a-t-il des conditions qu'ils poseraient pour ce retour à la terre d'origine ?
17. Si oui, quelles conditions, d'après vous, chacun d'eux pourrait poser ?

THEME 2 : CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES

Axe thématique 1 : Structure du ménage

18. Quel est votre statut conjugal (célibataire libre, célibataire en concubinage, marié (e), divorcé (e), veuf/veuve)?
19. Comme vous êtes mariés, quel est votre régime conjugal ? *(à poser uniquement aux interviewé marié)*
20. Avez-vous des enfants ? si oui, combien ?

Axe thématique 2 : Population du ménage

21. Quel est le nombre total de migrés qu'il y a dans votre ménage ?
22. Quels sont les nombres de migrés par tranche d'âge et par sexe (0-5 ans ; 6-10 ans ; 11-20 ans ; 21-30 ans ; 31-40 ans ; 41-50 ans ; 51-60 ans ; + 60 ans)?
23. Quel est le nombre total des membres de votre ménage qui ne sont pas des migrés ?
24. Quel est votre niveau d'étude ?
25. Quel est le niveau d'étude du migré le plus scolarisé de votre ménage ?

THEME 3 : MIGRATION INTERNE / URBANISATION

Axe thématique 1 : Migration interne, aménagement et environnement urbain

26. Etes-vous propriétaire de ce logement ?
27. Si oui, avez-vous un titre foncier ?
28. Comment avez-vous fait pour obtenir ce lopin de terrain ?
29. Avez-vous un permis de bâtir ?
30. Où versez-vous vos eaux usées domestiques ?
31. Avez-vous un système de douches modernes ?
32. Où versez-vous vos ordures ménagères ?

Axe thématique 2 : Economie (secteur informel) et insécurité urbaine

33. Quelle est votre principale activité ?
34. Avez-vous des activités secondaires ? Si oui, lesquelles ?
35. Quelles sont les principales activités des autres migrants travailleurs de votre ménage ?

36. Quel est votre revenu mensuel moyen ?
37. Pouvez-vous estimer les revenus mensuels moyens de chacun des autres migrants travailleurs du ménage ?
38. Ces revenus vous permettent-ils de réaliser vos projets sociaux ?
39. Pensez-vous être mieux ici par rapport à votre lieu de résidence d'origine ?
40. Y a-t-il des migrants (es) adolescents (es) ou adultes qui n'ont pas d'occupation particulière, ou qui sont loïsifs (ves) ?
41. Y a-t-il des migrants (es) qui font des travaux nocturnes dans votre ménage ?
42. Vous ou un migrant de votre ménage, avez-vous déjà subi une agression physique ici en ville ?
43. Vous ou un migrant de votre ménage, avez-vous déjà subi une agression sexuelle ici en ville ?

THEME 4 : MIGRATION INTERNE ET SANTE URBAINE

Axe thématique 1 : Exposition et risque épidémiologique

44. Quelle eau buvez-vous (robinet, puits, source naturelle, drain) ?
45. Quelle eau utilisez-vous pour faire la cuisine (robinet, puits, source naturelle, drain) ?
46. Quelle eau utilisez-vous pour les bains (robinet, puits, source naturelle, drain) ?
47. Dormez-vous sous une moustiquaire ?
48. Combien de migrants dorment sous des moustiquaires ?
49. Sont-elles imprégnées ?

Axe thématique 2 : Soins de santé / gestion des maladies

50. Depuis que vous êtes en ville, avez-vous déjà été malade ?
51. De quelles maladies avez-vous souffert ?
52. Comment avez-vous identifié cette ou ces maladies ici en ville ?
53. Comment avez-vous traité ces maladies ?
54. Souffriez-vous déjà de cette ou ces maladies avant votre arrivée ici en ville ?
55. Si oui, lesquelles précisément ?
56. Quelles sont les maladies dont sont le plus souvent victimes les autres migrants de votre ménage ici en ville ?
57. Où est-ce que vous et les autres migrants de votre ménage ravitaillez-vous très souvent en médicaments pour vous traiter ?
58. Y a-t-il de jeunes migrantes en âge de scolarisation qui sont mères d'enfant dans votre ménage ?

Cette étude souligne que la migration interne constitue une opportunité incontestable de développement qui, malheureusement, est entravée par une crise de gouvernance. Elle vise à contribuer à la régulation de cette réalité et à la transformation de la migration interne en un moteur de développement national équilibré, humain, équitable et durable.